



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 11 JUIN 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JUNE 11th, 1949

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

Alpers & Son Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mai 1949, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, avocats, et Moses Silverstone, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Vendre des fourrures, chapeaux, casquettes, vêtements et habits pour homme, femmes et enfants, marchandises sèches, fournitures pour tailleurs, tissus textiles, machineries et moteurs pour fins industrielles, sous le nom de "Alpers & Son Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Letters Patent

Alpers & Son Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1949, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, advocates and Moses Silverstone, clerk, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To sell, furs, hats, caps, men's, women's and children's wearing apparel, clothing, dry goods, tailors trimmings, textile fabrics, machinery and motors for industrial purposes, under the name of "Alpers & Son Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Best Textile Furs Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1949, constituant en corporation: Gérard Marier, Lucien Nadeau, négociants, Georges Pelletier, avocat, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer, vendre les produits suivants: des bandes, courroies ou lanières en cuir ou autre produit, sous le nom de "Best Textile Furs Co. Ltd.", avec un capital de \$10,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et 50 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie susdite est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à 59, rue Saint-Joseph, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le douze mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Caswell Construction (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mai 1949, constituant en corporation: Simone Séguin, Cécile Lefebvre, secrétaires, filles majeures, de la cité de Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda et John Murphy Courtney Gamble, comptable agréé, de Kirkland Lake, district judiciaire de Temiscamingue, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands et travailleurs en ciment et des produits d'icelui et de pierre artificielle et autres articles composés, en tout ou en partie, de ciment Portland ou autres ou les sous-produits d'iceux, sous le nom de "Caswell Construction (Quebec) Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 32 rue Principale, Ville de Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Choice Food Packers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mai 1949, constituant en corporation: Elijah Kirzner, marchand, de la cité de Montréal, Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Louis Abraham DeZwirek, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, et Harry Isaac Rubenstein, marchand, de la cité de Toronto, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers importateurs, exportateurs, marchands en gros, détaillants et celui d'une fabrique de la mise en boîtes et en conserves et agir comme marchands de volaille, viande, bestiaux, moutons, porcs, lapins, animaux de la ferme de toutes sortes,

Best Textile Furs Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1949, incorporating: Gérard Marier, Lucien Nadeau, merchants, Georges Pelletier, advocate, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, sell the following products: bands, belts or straps in leather or other materials, under the name of "Best Textile Furs Co. Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 50 preferred shares of a par value of \$100 each.

The number of shareholders of the aforesaid company is limited to twenty.

The head office of the company will be at 59 Saint Joseph street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Caswell Construction (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1949, incorporating: Simone Séguin, Cecile Lefebvre, secretaries, spinsters, of the City of Rouyn, in the Judicial District of Rouyn-Noranda, and John Courtney Gamble, chartered accountant, of Kirkland Lake, in the Judicial District of Temiscamingue, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers and workers in cement, and the by-products thereof and artificial stone and other articles composed, in whole or in part, of Portland or other cement or the by-products of the same, under the name of "Caswell Construction (Quebec) Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 32, rue Principale, in the Town of Rouyn, in the Judicial District of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Choice Food Packers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1949, incorporating: Elijah Kirzner, merchant, of the City of Montreal, Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Louis Abraham DeZwirek, advocate and King's Counsel, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, and Harry Isaac Rubenstein, merchant, of the City of Toronto, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers importers, exporters, wholesalers, retailers, packers, canners and dealers in poultry, meat, cattle, sheep, hogs, rabbits, live stock of all kinds, butter eggs, fish and all perishable produce generally, under the name of "Choice Food Packers Ltd.",

beurre, œufs, poisson et tous produits périssables en général, sous le nom de "Choice Food Packers Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Empire Records Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mai 1949, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, de la cité de Montréal, Cyril E. Schwisberg et Samuel E. Schwisberg, avocats, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de phonographies, disques de phonographies, instruments de musique et accessoires et de tous appareils mécaniques pour la reproduction automatique du son, sous le nom de "Empire Records Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 par action.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à 9500 Boulevard St-Laurent, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Forbin Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mai 1949, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Cecil Bruce Cocke et John Lawrence McCrory, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, souscrire éventuellement à forfait, prendre en échange, souscrire ou autrement acquérir et sujet aux termes et conditions qui peuvent être jugés convenables, détenir, vendre aliéner et autrement disposer d'actions, titres, obligations, débetures, actions-débetures, mandats et certificats d'option, sous le nom de "Forbin Holdings Limited".

Le capital-action autorisé de la compagnie se composera de 30,000 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

G-P Mfg. Co. (of Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Empire Records Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1949, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, of the City of Montreal, Cyril E. Schwisberg, and Samuel E. Schwisberg, advocates, both of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in phonographs, phonograph records, musical instrument and accessories, and all other mechanical contrivances for the automatic reproduction of sound, under the name of "Empire Records Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares of the par value of \$100 each, and 100 common shares at the par value of \$100 per share.

The number of shareholders is limited to twenty.

The head office of the Company will be at 9500 St. Lawrence Blvd, City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Forbin Holdings Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1949, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Cecil Bruce Cooke, and John Lawrence McCrory, secretaries, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To purchase, underwrite, take in exchange, subscribe for or otherwise acquire upon and subject to such terms and conditions as may seem expedient, hold, sell, alienate and otherwise dispose of shares, stocks, bonds, debentures, debenture stock, warrants, option certificates, under the name "Forbin Holdings Limited".

The authorized share capital of the company shall consist of 30,000 shares of the par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

G-P Mfg. Co. (of Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mai 1949, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Louis Abraham DeZwirek, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, et Bertha Mendelson secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'automobiles et bicyclettes et de leurs accessoires et pièces, sous le nom de "G-P Mfg. Co. (of Canada) Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Jack's Service Station Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept mai 1949, constituant en corporation: Lucille Dunn, Thérèse Tremblay et Jean Marler, secrétaires, filles majeures, toutes des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers et postes de service et acheter et faire le commerce d'automobile, sous le nom de "Jack's Service Station Incorporated", avec un capital de \$40,000 divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-sud, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Jeunesse-Ville Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mai 1949, constituant en corporation sans capital-actions: Dame Gabrielle Cauchon Boudrias, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Gérard Boudrias et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Dame Marcelle Ostiguy Comiré, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Yvon Comiré, industriel, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Thérèse Charron, fille majeure, toutes des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Prendre tous les moyens jugés opportun et nécessaires pour assurer la protection, l'aide, l'assistance et le soutien des enfants moins fortunés recrutés par le "Bureau de la Jeunesse", par la "Ligue de la Jeunesse Féminine", sous le nom de "Jeunesse-Ville Inc."

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1949 incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Louis Abraham DeZwirek, advocate and King's Counsel, of the City of Montreal, and Bertha Mendelson, secretary, of the City of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of automobile and bicycle, accessories and parts, under the name of "G-P Mfg. Co. (Canada) Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jack's Service Station Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1949, incorporating: Lucille Dunn, Thérèse Tremblay and Jean Marler, secretaries, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To operate shops, and service stations, and to buy, deal in automobiles, under the name of "Jack's Service Station Incorporated", with a capital stock of \$40,000 divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal South, in the Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jeunesse-Ville Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: Dame Gabrielle Cauchon Boudrias, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Gérard Boudrias and duly authorized by him for the purposes hereof, Dame Marcelle Ostiguy Comiré, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Yvon Comiré, industrialist, and duly authorized by him for the purposes hereof, and Thérèse Charron, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To take such means as may be deemed suitable and necessary to assure the protection of, help and assistance to and support of underprivileged children rescued by the "Bureau de la Jeunesse" or by the "Ligue de la Jeunesse Féminine", under the name of "Jeunesse-Ville Inc."

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le dix mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. H. Ayotte Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mai 1949, constituant en corporation: Joseph-Hervé Ayotte, Jean Picard, entrepreneurs, et Marc Melanson, propriétaire de fonderie, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "J. H. Ayotte Company Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 100 actions privilégiées de \$100 chacune et en 100 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beaudry, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général le dix mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS

J. S. Parkes & Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze mai 1949, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Clifford George Meek, teneur de livres et Cecil Bruce Cooke, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce comme marchands de produits filetés, quincaillerie, machinerie et outillage ainsi que des matériaux et accessoires s'y rapportant, sous le nom de "J. S. Parkes & Co. Limited", avec un capital de \$4,000 divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Cie D'Amiante Continentale Ltée
(Libre de responsabilité personnelle)
Continental Asbestos Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du dix mai 1949, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et conseil en Loi du Roi, Marie-Paule Hudon et Françoise Gagnon, sténographes, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconque; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. H. Ayotte Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1949, incorporating: Joseph Hervé Ayotte, Jean Picard, contractors, and Marc Melanson, foundry owner, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "J. H. Ayotte Company Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 100 preferred shares of \$100 each, and 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Beaudry, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. S. Parkes & Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1949, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Clifford George Meek, bookkeeper, and Cecil Bruce Cooke, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To engage in the business of dealers in threaded products, hardware, machinery and equipment, materials and supplies connected therewith, under the name of "J. S. Parkes & Co. Limited", with a capital stock of \$4,000 divided into 400 shares of the par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Cie D'Amiante Continentale Ltée
(Libre de responsabilité personnelle)
Continental Asbestos Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1949, incorporating: Henri Crépeau, advocate, and King's Counsel, Marie-Paule Hudon and Françoise Gagnon, stenographers, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any mineral whatsoever, be mined, dug, risen, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "La Cie d'Amiante Continentale Ltée" (Libre

nom de "La Cie d'Amiante Continental Ltée" (Libre de responsabilité personnelle)—"Continental Asbestos Co. Ltd." (No Personal Liability)", avec un capital de \$3,500,000 divisé en 3,500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford Mines, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le dix mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Louis Rhéaume Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mai 1949, constituant en corporation: Louis Rhéaume, manufacturier, Jean-Paul Rhéaume, comptable, et Benoit Rhéaume, menuisier, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer, fabriquer, adapter, préparer, acheter, vendre et autrement commercer toutes sortes de matériaux, articles ou choses se rapportant au commerce de bois et en particulier manufacturer des portes et des châssis, sous le nom de "Louis Rhéaume Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le neuf mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Main Store Fixture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mai 1949, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, Harry L. Aronovitch, avocat, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un atelier pour ouvrir le bois et exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Main Store Fixture Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

M. Botner & Son Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf mai 1949, constituant en corporation: Jack Rudner, Irwin Cohen, avocats, et Celia

de responsabilité personnelle)—"Continental Asbestos Co. Ltd." (No Personal Liability)" with a capital stock of \$3,500,000, divided into 3,500,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the Company will be at Thetford Mines, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Louis Rhéaume Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1949, incorporating: Louis Rhéaume, manufacturer, Jean-Paul Rhéaume, accountant, and Benoit Rhéaume, carpenter, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, make, adapt, prepare, purchase, sell and otherwise deal in all kinds of materials, articles or things connected with the lumber business, and, in particular, to manufacture doors and sashes, under the name of "Louis Rhéaume Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Main Store Fixture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1949, incorporating: Samuel Chait, advocate, Harry L. Aronovitch, advocate, and Freda Pomerance, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To operate a woodworking shop and to carry on the business of general contractors, under the name of "Main Store Fixture Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 common shares of the par value of \$100 each, and 100 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

M. Botner & Son Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1949, incorporating: Jack Rudner, Irwin Cohen, advocates, and Celia Cohen,

Cohen, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de fruits et légumes, sous le nom de "M. Botner & Son Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Mona Lee Mfg. Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six mai 1949, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, Martha Pollack, Rose Markis, secrétaires, filles majeures, et Louis Fitch, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tissus, vêtements et accessoires, sous le nom de "Mona Lee Mfg. Co. Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Mount Royal Riding and Country Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mai 1949, constituant en corporation: Albert Sauvage, avocat, de ville St-Laurent, J. Richard Brault, ingénieur, George Alexander, artiste de la radio, Réal Goulet, pharmacien-chimiste, Dr René Morin, Jean Bonhomme, Jacques Murphy, courtiers d'assurances, Lieutenant Colonel John Henry Dunlop et Joseph Ste-Marie, comptable agréé, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser, diriger et administrer un club d'équitation, sportif et social et promouvoir le bien-être de ses membres, sous le nom de "Mount Royal Riding and Country Club Inc.", avec un capital de \$100,000 divisé en 2,000 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

O. C. O. Petroleum Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un mai 1949, constituant en corporation: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois, avocats, et Robert John Forster, comp-

secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of fruit and vegetable merchants, under the name of "M. Botner & Son Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 250 preferred shares having a par value \$100 each, and 250 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Mona Lee Mfg. Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1949, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, Martha Pollack, Rose Markis, secretaries, spinsters, and Louis Fitch, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in fabrics, clothing and accessories, under the name of "Mona Lee Mfg. Co. Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Mount Royal Riding and Country Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1949, incorporating: Albert Sauvage, advocate, of Ville St-Laurent, J.-Richard Brault, engineer, George Alexander, radio artist, Réal Goulet, chemical druggist, Dr René Morin, Jean Bonhomme, Jacques Murphy, insurance brokers, Lieutenant Colonel John Henry Dunlop, and Joseph Ste-Marie, chartered accountant, all of the City of Montreal, Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To promote, organize, conduct and manage a riding, country and social Club, and to promote the welfare of the members thereof, under the name of "Mount Royal Riding and Country Club Inc.", with a capital stock of \$100,000 divided into 2,000 shares of \$50 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

O. C. O. Petroleum Products Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1949, incorporating: John Richard Hyde, Roland-Gérard Lefrançois, advocates, and Robert John Forster, accountant,

table, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de gaz, huile et autres produits combustibles naturels ou manufacturés pour l'éclairage, le chauffage, la fourniture d'énergie motrice ou pour toutes autres fins quelconques, sous le nom de "O. C. O. Petroleum Products Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Phil Marks Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze mai 1949, constituant en corporation: Emmanuel Cooke, avocat, Philip Marks et Sam Greenberg, marchands, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier et faire le commerce de menus objets, bibelots, nouveautés, marchandises sèches, tissus, textiles, épicerie, accessoires de maison, sous le nom de "Phil Marks Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

N. D. G. Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze mai 1949, constituant en corporation: John Bumbray, conseil en loi du Roi, de ville Mont-Royal, Lovell Caverhill Carroll, conseil en loi du Roi, Jean-Paul Cardinal, avocat, tous deux de la cité de Montréal, Madeleine Pépin, sténographe, de Rosemont et Françoise Caisse, sténographe, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, acheter, vendre, aliéner, hypothéquer, nantir, gager et faire le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de "N. D. G. Development Ltd.", avec un capital de \$49,000 divisé en 490 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Quebec Transit Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date

all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in gas, oil and other natural or manufactured fuel products for lighting, heating, motive power or any other purposes whatsoever, under the name of "O. C. O. Petroleum Products Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-first day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Phil Marks Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1949, incorporating: Emmanuel Cooke, advocate, Philip Marks and Sam Greenberg, merchants, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal and trade in smallwares, notions, novelties, drygoods, fabric textiles, groceries, household accessories, under the name of "Phil Marks Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

N. D. G. Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1949, incorporating: John Bumbray, King's Counsellor, of the Town of Mount Royal, Lovell Caverhill Carroll, King's Counsellor, Jean-Paul Cardinal, advocate, both of the City of Montreal, Madeleine Pépin, stenographer, of Rosemont, and Françoise Caisse, stenographer, of Verdun, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire, buy, sell, alienate, hypothecate, mortgage, pledge and deal in immoveable property, under the name of "N. D. G. Development Ltd.", with a capital stock of \$49,000 divided into 490 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Quebec Transit Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day

du dix mai 1949, constituant en corporation: William Bridges Scott, avocat et conseil en loi du Roi, Frank Wright, comptable et Helen Elizabeth Gormley, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, entretenir et exploiter des autobus, autobus à trolley, autobus pour excursions touristiques, voitures, taxis, omnibus, auto-camions, camions ou ces autres moyens de transport public ou privés, servant au transport de passagers, marchandises et de la poste, sous le nom de "Quebec Transit Company", avec un capital de \$3,000,000 divisé en 30,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Rivard Street Building Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six mai 1949, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, avocats, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, location, échange ou autre titre légal et détenir et posséder une certaine propriété, sous le nom de "Rivard Street Building Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Riverside Garage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze mai 1949, constituant en corporation: Paul Galt Michaud, Georges-François Reid, avocats, et Louise Héon, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, voitures à moteur, motocyclettes, auto-camions et toutes sortes de véhicules-moteurs, sous le nom de "Riverside Garage Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Glo-Hill Cutlery Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze mai 1949, constituant en corporation:

of May, 1949, incorporating: William Bridges Scott, advocate and King's Counsel, Frank Wright, accountant, and Helen Elizabeth Gormley, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire, maintain and operate autobuses, trolley buses, sight-seeing buses, cabs, taxicabs, motor buses, auto drays, motor trucks or other such public or private conveyances for the purpose of transporting passengers, goods and mail, under the name of "Quebec Transit Company", with a capital stock of \$3,000,000 divided into 30,000 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Quebec, Judicial District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Rivard Street Building Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1949, incorporating: Philip Fischel Vineberg, David Goodman, advocates, and Yvonne Bélanger, secretary, fille majeure, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or other legal title, and to hold and own a certain property, under the name of "Rivard Street Building Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Riverside Garage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1949, incorporating: Paul Galt Michaud, Georges-François Reid, advocates, and Louise Héon, stenographer, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles, motor cars, motor cycles, auto trucks and all kinds of motor vehicles, under the name of "Riverside Garage Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Glo-Hill Cutlery Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1949, incorporating: June Kirlin,

June Kirlin, Claire Taylor, secrétaires, Virginia Mires, réceptionnistes, filles majeures, et Eva Cummings, secrétaire, veuve, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de coutellerie et leurs pièces constitutives, quincaillerie, accessoires de quincaillerie, outils de toute nature et description, sous le nom de "The Glo-Hill Cutlery Company Ltd.", avec un capital de \$200,000 divisé en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

V. St. Onge Bicycle Limitée
V. St. Onge Bicycle Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix mai 1949, constituant en corporation: Viateur St-Onge, Charlemagne St-Onge, marchands, et Lucien St-Onge, camionneur, tous trois des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le négoce des articles de sport, de la bicyclette et de la motocyclette, sous le nom "V. St. Onge Bicycle Limitée"—"V. St. Onge Bicycle Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2564, rue Lebrun, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Zell-Em (Canada) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six mai 1949, constituant en corporation: George Douglas Storrie, gérant, de la ville de St. Annes, Angleterre, Charles Edward Saunders, Frederick William Saunders, agents, et Laurent Drouin, avocat, les trois derniers des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de plastiques et matériaux en plastique, sous le nom de "Zell-Em (Canada) Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Zeta Beta Tau Fraternity Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze mai 1949, constituant en corporation

Claire Taylor, secretaries, Virginia Mires, receptionist, spinsters, and Eva Cummings, secretary, widow, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in cutlery, components thereof, hardware, hardware supplies, tools, of every nature and description, under the name of "The Glo-Hill Cutlery Company Ltd.", with a capital stock of \$200,000 divided into 500 preferred shares having a par value of \$100 each, and 1,500 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

V. St. Onge Bicycle Limitée
V. St. Onge Bicycle Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1949, incorporating: Viateur St-Onge, Charlemagne St-Onge, merchants, and Lucien St-Onge, truckman, all three of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in sporting goods, bicycles and motorcycles, under the name of "V. St. Onge Bicycle Limitée"—"V. St. Onge Bicycle Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2564 Lebrun street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Zell-Em (Canada) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1949, incorporating: George Douglas Storrie, manager, of the Town of St. Annes, England, Charles Edward Saunders, Frederick William Saunders, agents, and Laurent Drouin, advocate, the three latter of the City and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of plastics and plastic materials, under the name of "Zell-Em (Canada) Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 40,000 shares of the par value of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Zeta Beta Tau Fraternity Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May 1949, incorporating without share ca-

sans capital-actions: Moses Osborne Kirsch, manufacturier, Melvin Mendel Chorney, directeur-gérant, Julius Block, marchand, Adolphe Gardner, avocat, Isaac Kert, notaire public, de la cité de Westmount, Clarence Talpis, notaire public, Harold N. Segall, médecin, Harry Ballon, chirurgien, Melvin Salmon, avocat, tous quatre de la cité de Montréal, et David Kert, ingénieur, de Snowdon, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fournir un local convenable dans la cité de Montréal, province de Québec, aux membres du chapitre Upsilon de Zeta Beta Tau Fraternity, sous le nom de "Zeta Beta Tau Fraternity Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Z. Lavigreur Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1949, constituant en corporation: Zénophile Lavigreur, entrepreneur, Dame Yvonne Duquette Lavigreur, épouse séparée de biens de Zénophile Lavigreur et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jacques Desjardins, surintendant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, louer, réparer toutes sortes de machineries et équipements servant à la construction, à la démolition et à la réparation des bâtisses, sous le nom de "Z. Lavigreur Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8850, Boulevard Saint-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le six mai 1949.

L'Assistant-procureur général,
25096-o L. DÉSILETS.

pital: Moses Osborne Kirsch, manufacturer, Melvin Mendel Chorney, managing director, Julius Block, merchant, Adolphe Gardner, advocate, Isaac Kert, notary public, of the City of Westmount, Clarence Talpis, notary public, Harold N. Segall, physician, Harry Ballon, surgeon, Melvin Salmon, advocate, all four of the City of Montreal, and David Kert, engineer of Snowdon, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To provide a suitable chapter house in the City of Montreal, Province of Quebec for the members of the Upsilon Chapter of the Zeta Beta Tau Fraternity, under the name of "Zeta Beta Tau Fraternity Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the said corporation may possess is to be limited to \$50,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Z. Lavigreur Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1949, incorporating: Zénophile Lavigreur, contractor, Dame Yvonne Duquette Lavigreur, wife separate as to property of Zénophile Lavigreur and duly authorized by him for the purposes hereof, and Jacques Desjardins, superintendent, all of the city and Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, lease and repair all kinds of machinery and equipment used in building, demolishing and repairing buildings, under the name of "Z. Lavigreur Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8850 Saint Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1949.

L. DÉSILETS,
25096-o Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

Province de Québec, district d'Iberville, Cour Supérieure, N° 6150, Dame Berthe Lebeau, épouse de Stanley Foisy, domiciliée et demeurant avec ce dernier, en la cité de St-Jean, district d'Iberville, demanderesse, vs ledit Stanley Foisy, marchand des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20 mai, 1949.

Saint-Jean, le 23 mai, 1949.

Les Procureurs de la demanderesse,
25105-o SABOURIN & SABOURIN.

Action for separation as to property

Province of Quebec, District of Iberville, Superior Court No. 6150, Dame Berthe Lebeau, wife of Stanley Foisy, of the city of St. Johns, district of Iberville, plaintiff, vs Stanley Foisy, merchant also of the city of St. Johns, district of Iberville, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 20th of May, 1949.

St. Johns, May 23rd 1949.

25105 SABOURIN & SABOURIN,
Attorneys for Plaintiff.

Arrêté en Conseil

Order in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 593

Number 593

Québec, le 8 juin 1949.

Quebec, June 8, 1949.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Present: The Lieutenant Governor in Council

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'Industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'Île de Montréal et un rayon de 15 milles de ses limites.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the sheet metal products fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of 15 miles from its limits.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

La Chambre de Construction Inc., Section de la fabrication du métal en feuilles.

ON THE OTHER PART:

The Builders Exchange Inc., Sheet Metal Fabricating Section.

ET D'AUTRE PART:

"The Sheet Metal Workers International Association, Local 116", pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 avril 1949;

And, ON THE OTHER PART:

The Sheet Metal Workers International Association, Local 116, for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 30, 1949;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'Industrie et les métiers visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and the trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

ATTENDU que les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite requête;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said request;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

Que ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 avril 1949.

THAT the said request be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 30, 1949.

I. Définitions: Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

I. Definitions: For the purpose of enforcement of the decree, the following words have the meaning hereinafter given to them:

a) Le terme "sous-contremaître" désigne un salarié nommé par son employeur à cette position et dont les fonctions sont d'aider le contremaître dans l'exécution de son travail régulier.

a) Assistant Foreman shall be an employee appointed by his employer to such position and his functions shall be to assist the Foreman in the execution of his regular duties.

b) Le terme "chef d'équipe" désigne un mécanicien chargé de l'exécution d'un travail et qui a un groupe de salariés travaillant sous sa juridiction.

b) A charge hand shall be a mechanic in charge of the fabrication of a job and who has a group of men working under his direction.

c) Le terme "mécanicien en métal en feuille" désigne tout salarié qualifié qui peut lire les plans et exécuter, d'après les dessins, toute opération relative à la fabrication du métal en feuille et des métaux similaires, sans aide ou surveillance.

c) A sheet metal mechanic shall be an employee skilled in his trade, competent to work from drawings and carry out the fabrication of sheet metal and allied materials without direction from others.

d) Soudeurs 1. Le terme "soudeur classe A" désigne tout salarié possédant une connaissance complète de la soudure acétylène ou électrique de tout métal en feuille ou des métaux similaires et

d) Welders: 1. A class "A" welder is an employee with complete knowledge of either oxy-acetylene or electric arc welding of all sheet metal and allied materials, competent to work directly

pouvant exécuter lui-même, d'après les plans et devis, toutes les opérations de son métier, sans aide ou surveillance.

2. Le terme "soudeur classe B" désigne tout salarié possédant une connaissance complète de la soudure acétylène ou électrique du métal en feuille ou des métaux similaires et pouvant exécuter, d'après les plans et devis, les opérations de son métier, selon les instructions qu'il reçoit.

3. Le terme "soudeur classe C", désigne tout salarié possédant une certaine connaissance de la soudure acétylène ou de la soudure électrique du métal en feuille et des métaux similaires et pouvant exécuter les opérations de son métier selon les instructions qu'il reçoit.

4. Le terme "soudeur en série" désigne tout salarié affecté à un travail de routine en soudure dont le taux de salaire est automatiquement majoré de la façon indiquée à l'article VII.

e) *Machiniste*: 1. Le terme "machiniste-mécanicien" désigne tout salarié qualifié possédant une connaissance complète de la machinerie et pouvant exécuter toutes les opérations de son métier, sans aide ou surveillance.

2. Le mot "machiniste" désigne tout salarié qualifié possédant une connaissance complète de la machinerie et pouvant exécuter toutes les opérations de son métier, sous surveillance.

f) Le mot "outilleur" désigne tout salarié spécialisé dans la fabrication des poinçons, guides et outils. L'outilleur doit être capable de produire ces articles d'après les dessins ou esquisses en employant l'outillage régulier de l'atelier, sans aide ou surveillance.

g) Le terme "compagnon peintre" désigne tout salarié qui a toute l'expérience voulue pour peindre les métaux et autres matériaux de même nature, soit au pinceau, au pistolet ou par immersion et pour faire le nettoyage et la cuisson nécessaire. Il doit pouvoir préparer les couleurs et mélanger sa propre peinture et avoir été engagé spécifiquement comme peintre.

h) Le terme "peintre au pistolet" désigne tout salarié travaillant durant au moins 70% de son temps à peindre au pistolet et qui peut mélanger la peinture utilisée pour cette opération et prendre soin du pistolet.

i) Le mot "forgeron" désigne tout salarié capable d'exécuter le travail appartenant au métier de forgeron.

j) Les mots "préposé aux machines" désignent tout salarié capable de monter et d'ajuster sa machine pour les opérations ordinaires à exécuter et de voir au fonctionnement de sa machine d'une façon compétente. Les préposés à la cisaille mécanique, à la plieuse et découpeuse mécanique ou à la machine à rouler (roll forming) — à l'exception de la machine à ourler (lock former) Pittsburgh — seront considérés comme préposés aux machines.

k) Les mots "assembleur" et "ouvrier spécialisé" désignent tous salariés qui peuvent exécuter toute opération d'après les instructions, lire les détails apparaissant sur les plans et exécuter des travaux requérant moins de compétence que ceux qu'exécutent les ouvriers qualifiés.

l) Le terme "ouvrier de la production" désigne tout salarié qui, ayant reçu l'entraînement nécessaire, exécute du travail ayant trait à la fabrication en série, lequel requiert moins d'expérience que celui des assembleurs et ouvriers spécialisés; tel salarié n'est pas requis de lire les détails sur les plans.

Par "fabrication en série", on entend une fabrication qui nécessite la répétition des mêmes opérations plusieurs fois durant la même journée.

from drawings and specifications and able to carry out operations in his trade without direction from others.

2. A class "B" welder is an employee with complete knowledge of either oxy-acetylene or electric arc welding of sheet metal and allied materials and competent to work directly from detailed drawings and able to carry out operations in his trade with direction from others.

3. A class "C" welder is an employee with knowledge of either oxy-acetylene or electric arc welding of sheet metal and allied materials and competent to carry out operations in his trade under supervision.

4. A "production welder" is a workman employed on routine welding operations and whose rates shall be increased automatically as indicated in section VII.

e) 1. A "Machinist Mechanic" shall be an employee with full knowledge of machine shop practice and competent to work directly from drawings and specifications, and carry out any operations in his craft without direction from others.

2. A "Machinist" shall be an employee with full knowledge of machine shop practice and competent to work directly from drawings and specifications, and carry out any operations in his craft with direction from others.

f) A "Toolmaker" shall be an employee engaged in the fabrication of dies, jigs and tools. He shall be capable of producing these from working drawings or sketches, using standard tool room equipment, without direction from others.

g) A "Journeyman Painter" shall be an employee who is thoroughly experienced in painting metal and allied materials by the brush, spray and dipping methods, and in the cleaning and baking procedure necessary. He shall be competent to blend colors and mix his own paint, and shall have been employed specifically as a painter.

h) A "Spray Painter" shall be an employee engaged a minimum of 70% of his time in spray painting and capable of mixing the paint to be used in said operation and of taking care of the spray gun.

i) A "Blacksmith" shall be an employee capable of doing the usual work appertaining to the trade of blacksmith.

j) A "Machine Operator" shall be an employee competent to set up and adjust his machine for ordinary operations to be performed and to operate his machine in a skillful manner. Workmen who operate a power shear, power brake or roll forming machine (with the exception of Pittsburgh Lock Former) shall be classified as a Machine Operator.

k) "Assemblers and Specialists", shall be employees competent to carry out operations according to instructions, and shall be able to read detailed drawings and engage in work requiring less skill than a journeyman.

l) "Production Workers" shall be employees occupied under supervision in repetitive work that require less skill than the qualifications of assemblers and specialists; they shall not be required to read detailed drawings.

The words "repetitive work" shall mean repeated operations several times a day.

m) Le terme "chef de groupe" désigne tout salarié qui n'est pas un mécanicien et qui est chargé de la direction d'un groupe d'hommes en vue de l'exécution d'instructions déterminées tombant sous le coup de sa propre classification ou d'une classification inférieure.

n) *Aides*: Les aides sont des salariés qui assistent et qui aident les ouvriers qualifiés appartenant à une classification supérieure à celle des ouvriers de la production.

o) *Apprentis*: Les apprentis sont des garçons ou jeunes gens de 16 à 21 ans; ils reçoivent un carnet d'apprentissage du Comité paritaire. Ce carnet doit être dûment rempli par les employeurs avec mention des périodes de travail dans le métier.

p) *Garçons*: Les garçons de 16 à 18 ans inclusivement peuvent être affectés à un travail de routine, aux taux établis pour les apprentis dans le paragraphe "h" de l'article VII, jusqu'à ce qu'ils atteignent le taux régulier des aides. Par travail de routine, on entend le travail des messagers, des commissionnaires ou autre occupation de semblable nature.

Si un garçon est placé dans une autre classification, il doit être rémunéré en conséquence.

Les garçons autres que ceux affectés à un travail de routine ne peuvent, toutefois, dépasser en nombre le cinquième des salariés de l'établissement.

q) *Divers*: Expéditeurs et hommes d'entrepôt, magasiniers et conducteurs de camions.

r) Le terme "polisseur classe A", désigne un salarié qui polit des métaux et alliages de formes variées sans en altérer la forme et les contours; prépare les colles et autres bases adhérentes choisit les différents abrasifs; forme et ajuste les meules en vue d'obtenir un rendement uniforme.

II. Juridiction territoriale: La juridiction territoriale du décret comprend l'île de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites.

III. Juridiction industrielle et professionnelle:

a) Le décret s'applique à tous les établissements s'occupant de la fabrication des produits de métal en feuille. Les produits de métal en feuille comprennent tout matériel usiné ou article fabriqué entièrement ou en majeure partie de métal en feuille d'une épaisseur variant de .0043 de pouce à .1875 de pouce. Le métal en feuille désigne l'acier et le fer ainsi que tout métal non-ferreux ou alliage.

b) Le décret ne s'applique pas aux établissements industriels et à leurs salariés déjà régis par une convention collective de travail rendue obligatoire par décret, en vertu de ladite loi, ni à la fabrication des poêles et des fournaies.

IV. Durée du travail: a) La semaine régulière de travail est de quarante-cinq (45) heures. La durée journalière ne doit pas excéder neuf (9) heures, sans détermination des heures de commencement et de cessation du travail.

b) *Déductions pour retard*: 1° *Horloge de présence à la minute*: Une déduction de quinze (15) minutes est imposée pour tout retard excédant trois minutes par quart d'heure sur les horloges qui enregistrent les minutes, i.e. pour les retards de quatre (4) à dix-huit (18) minutes, la déduction est de quinze (15) minutes; pour les retards de dix-neuf (19) à trente-trois (33) minutes, la déduction est d'une demi-heure et ainsi de suite.

2° *Horloge de présence au dixième d'heure*: Dans les établissements où ces horloges sont en usage,

m) A "leading hand" shall be an employee who is not a mechanic and who is handling a group of men to carry out specific instructions within the scope of his own or a lesser classification.

n) "Helpers". Shall be employees occupied to help and give useful assistance to a more experienced workman classified above the classification of production workers.

o) "Apprentices" shall be boys or young men between the ages of sixteen and twenty-one and they shall receive an apprenticeship book from the Joint Committee. Said book shall be properly filled by employers crediting time worked at trade.

p) *Boys*: Boys between the ages of 16 and 18 inclusively may be employed for routine operations at the rates set for apprentices in section VII-h until such time as they acquire the standard rate for helpers. Routine operations shall comprise such work as messengers, stock-chasers and the like. If a boy be placed in any other classification he shall be paid accordingly.

Boys other than those employed on routine operations may, however, be employed at a ratio not greater than one to every 50 employees in the plant.

q) *Miscellaneous*: Shippers and Warehousemen, Stock Keepers and Truck Drivers.

r) "Class 'A' Buffer and Polisher" shall be a workman who polishes and buffs metal and alloys of usual and unusual design and shape, maintains contours and shape within reasonable dimensions, prepares glue or other grain lock, selects various abrasives, heads and balances polishing and abrasive wheels for uniformity of production.

II. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the decree shall comprise the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits.

III. Industrial and professional jurisdiction:

a) The decree shall apply to all establishments engaged in the manufacture or fabrication of sheet metal products which shall include all processed material and fabricated articles made entirely or principally from sheet metal of a thickness ranging from .0043 of an inch to .1875 of an inch. Sheet metal shall be considered as meaning steel and iron as well as non-ferrous metals and alloys.

b) The decree shall not apply to industrial establishments and their employees already regulated by a collective labour agreement rendered legal and obligatory by decree issued under the authority of the said Act, nor does it apply to the manufacture or fabrication of stoves and furnaces.

IV. Standard working hours: The standard working week is one of forty-five (45) hours. The standard working day consists of nine (9) hours. There shall, however, be no specified hours of starting and finishing.

b) *Deductions*: 1. *Clocks punching minutes*: Late starting shall be penalized to the amount of fifteen (15) minutes for lateness in excess of three minutes of each quarter of the hour on clocks which punch in minutes, i.e., for lateness from hour (4) to eighteen minutes (18), the penalty will be fifteen (15) minutes; from nineteen (19) to thirty-three (33) minutes, the penalty will be one half-hour, etc.

2. *Clocks punching tenths of hours*: On time clocks which punch in tenths of an hour, an em-

les salariés doivent poinçonner leur temps dans les six minutes qui précèdent l'heure fixée pour le commencement du travail et dans les six (6) minutes qui suivent la cessation du travail. La déduction imposée pour les retards en regard de ce système est la suivante: quinze (15) minutes pour les retards d'un ou deux points (6-12 minutes) et une demi-heure pour les retards de trois quatre et cinq points (18-24-30 minutes).

V. *Travail supplémentaire*: a) Tout travail exécuté en plus de neuf (9) heures par jour et tout travail exécuté le samedi est considéré comme du travail supplémentaire.

b) Tout travail supplémentaire doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

c) Le double du taux de salaire régulier doit être payé pour tout travail exécuté les dimanches et les jours de fêtes suivants: Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 mai, la fête de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, le jour de Noël, ou tout autre jour désigné par une loi ou un décret pour remplacer l'une des fêtes ci-haut mentionnées.

Toutefois, à la discrétion des employeurs et des salariés de tout établissement agissant par l'intermédiaire de l'association les représentant, il est permis de substituer à une fête statutaire mentionnée dans le décret une autre journée mutuellement acceptée; dans ce cas, le taux de salaire régulier est payable le jour du congé statutaire, mais le taux de salaire double doit être payé le jour convenu.

VI. *Congés payés*: Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le 24 mai, le Jour de la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, le Jour d'Actions de Grâce et Noël, sont des congés payés aux taux réguliers aux conditions suivantes:

a) i. Lorsqu'un desdits jours de fête tombe un dimanche, le lundi suivant doit être observé comme un jour de congé payé.

ii. Lorsqu'un des jours de congé tombe le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi ou le vendredi, la rémunération est celle d'une journée de travail au taux régulier de salaire.

b) Pour avoir droit aux congés, les salariés doivent avoir été au service de l'employeur depuis au moins 30 jours.

c) Pour avoir droit à la rémunération, il faut, de plus, que les salariés fassent leur journée régulière la veille et le lendemain du congé, exception faite, cependant, des absences causées par 1° un décès dans la famille même du salarié; 2° la maladie; 3° une permission écrite de l'employeur; et 4° la participation à un jury.

d) Les salariés requis de travailler l'un des jours ci-haut mentionnés doivent recevoir une journée complète de salaire au taux régulier en plus de la rémunération qu'ils auraient reçue s'ils avaient chômé.

VII. *Salaires*: Les taux minima de salaires suivants s'appliquent aux catégories de salariés ci-après énumérées. Aucune des dispositions du décret ne peut avoir pour effet de réduire les taux horaires des salariés actuellement en vigueur.

Classifications:

a) *Compagnons*:

	Taux horaires minima
Mécanicien en métal en feuille.....	\$ 1.15
Sous-contremaître.....	1.27
Chef d'équipe.....	1.22
Soudeur, classe "A".....	1.22
Soudeur, classe "B".....	1.11
Soudeur, classe "C".....	1.00
Soudeurs en série:	
premier semestre.....	0.78

ployee's time must be punched one (1) point (within six minutes) before starting time and one point (six minutes) after quitting time. Lateness on cards punched on these clocks shall be penalized as follows: employees late one (1) or two (2) tenths of an hour (6 to 12 minutes) shall be penalized fifteen (15) minutes; three (3) four (4) and five (5) tenths (18-24-30 minutes) shall be penalized one half hour.

V. *Overtime*: a) All time worked over nine (9) hours in any one day and all time worked on Saturday is overtime.

b) Overtime shall be paid at the rate of time and one half of the regular hourly rates.

c) Double time shall be paid for all work on Sundays and the following Statutory Holidays: New Year's Day, Good Friday, May 24, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day or the day designated by Statute or Decree to be observed as one of the above holidays.

However, at the option of the employers and the employees in any establishment acting through the second party, it shall be permissible to substitute for any Statutory Holiday herein specified another day mutually agreed upon, in which event regular rates shall be paid on the Statutory Holiday and double time on the substitute date.

VI. *Paid holidays*: New Year's Day, Good Friday, May 24, St Jean Baptiste Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day shall be holidays with pay at regular rates.

a) i. When a paid Holiday falls on Sunday, the succeeding Monday shall be declared a holiday with pay.

ii. Payment shall be made for one standard work day at current rates of pay, if such holiday falls on a Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday or Friday.

b) Employees must have been in the service of the employer for at least 30 days to qualify.

c) Employees must work their regular shift of the work days immediately preceding and succeeding the Statutory Holiday in order to qualify for payment, exceptions being made for absence due to (a) death in the immediate family; (b) illness; (c) written permission from the employer; and (d) Jury duty.

d) Employees required to work on any of the above mentioned holidays shall be paid a full day's pay at regular rates and in addition shall receive the holiday pay that would be paid to them if they had not been employed.

VII. *Wage rates*: The following minimum wage rates shall apply to the respective classes of employment hereunder specified. Nothing contained in the decree shall have the effect of reducing any employee's hourly rate now in force.

Classifications:

a) *Journeymen*:

	Hourly rates
Sheet metal Mechanic.....	\$ 1.15
Assistant-foreman.....	1.27
Charge hand.....	1.22
Welder Class "A".....	1.22
Welder Class "B".....	1.11
Welder Class "C".....	1.00
Production Welders:	
First six months.....	0.78

deuxième semestre	0.83	Second six months	0.83
troisième semestre	0.89	Third six months	0.89
quatrième semestre	0.94	Fourth six months	0.94

Subséquentement, ils sont éligibles à la classe "C", à \$1.00 de l'heure, s'ils possèdent les qualifications requises.

They then become eligible for Class "C", at \$1.00 per hour, if they qualify.

Polisseur classe "A"	\$1.05	Buffer and Polisher, Class "A"	\$ 1.05
Machiniste	1.00	Machinist	1.00
Mécanicien-machiniste	1.17	Machinist mechanic	1.17
Outilleur	1.22	Toolmaker	1.22
Peintre	1.09	Painter	1.09
Peintre au pistolet	0.95	Painter (Spray)	0.95
b) Forgeron	1.11	b) Blacksmith	1.11
c) Préposé au fonctionnement des machines	0.94	c) Machine operator	0.94
d) Assembleur et ouvrier spécialisé	1.00	d) Assembler and specialist	1.00
e) Ouvrier de la production	0.78	e) Production worker	0.78
f) Aide	0.72	f) Helper	0.72

g) *Chefs de groupe*: Les chefs de groupe doivent recevoir \$0.10 l'heure de plus que le minimum établi dans le décret pour leur classification.

g) *Leading Hand*: Leading Hands shall receive 10c per hour more than the minimum determined in the decree for their classification.

Les aides qui ont atteint le taux de \$0.78 l'heure peuvent être employés régulièrement comme "ouvrier de la production", si l'employeur peut le faire.

Helpers who have attained a wage of \$0.78 an hour may be employed regularly as Production Workers, if the employer can arrange accordingly.

h) Les apprentis commencent aux taux de \$0.56 l'heure et reçoivent une augmentation de \$0.05 l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu.

h) Apprentices to start at \$0.56 an hour with increase of \$0.05 an hour every six months of continuous service.

i) Les garçons de 16 à 18 ans inclusivement commencent à \$0.51 l'heure et reçoivent une augmentation de \$0.05 l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu. Toutefois lorsqu'ils atteignent leur 19ème année, ils doivent être classifiés comme aides et rémunérés comme tels.

i) Boys from 16 to 18 to start at \$0.51 cents an hour with increase of \$0.05 an hour every six months of continuous service. However, on attaining their 19th year, they shall be classified as helpers and paid as such.

j) Divers:	Taux horaires	j) Miscellaneous:	Hourly rates
Conducteurs de camions, magasinier, préposé à l'expédition et à la réception des marchandises	\$ 0.78	Truck Driver, Storekeeper, shipping and receiving	\$ 0.78
k) <i>Salariées</i> :		k) <i>Female Worker</i> :	
inexpérimentée	0.58	Unskilled	0.58
après le premier semestre	0.67	After six months	0.67

l) Les salariés faisant partie des équipes de nuit doivent recevoir \$0.05 de plus l'heure que les taux ci-haut mentionnés.

l) Employees working on night shifts shall be paid five cents (\$0.05) an hour in excess of the above rates.

VIII. *Taux pour équipes irrégulières*: Un boni de cinq cents (\$0.05) l'heure doit être payé aux salariés des équipes irrégulières pourvu que la majeure partie du temps consacré à ces équipes tombe en dehors des heures régulières du travail quotidien de l'établissement ou de l'atelier visé.

VIII. *Irregular or "off" shift rate*: A premium of five cents (0.05) an hour shall be paid to all workmen employed on any irregular or "off" shift, provided that the major portion of the time so worked falls outside the regular daily hours of work of the factory or shop concerned.

IX. *Vacances payées*: Tous les salariés qui ont 12 mois continus de services pour le même employeur au 1er mai ont droit à une semaine de vacances payées sur la base de 2% du taux payé au salarié le 30 avril multiplié par le nombre régulier d'heures effectuées, heures supplémentaires non comprises, pendant les 12 mois précédents, i. e. du 1er mai au 30 avril. Tous les salariés qui ont 5 années continues de services pour le même employeur le 1er mai ont droit à 2 semaines de vacances payées sur la base de 4% du taux payé au salarié le 30 avril multiplié par le nombre régulier d'heures effectuées, heures supplémentaires non comprises, pendant les 12 mois précédents, i. e. du 1er mai au 30 avril.

IX. *Vacations with pay*: All employees who have had 12 months continuous service with the same employer at May 1st, shall be entitled to one week's vacation, with pay based on 2% of the employee's actual wage rate at 30th April, computed on the regular number of hours worked excluding overtime during the preceding 12 months, i.e. from May 1st to April 30th. All employees who have had 5 years continuous service with the same employer at May 1st, shall be entitled to 2 weeks vacation, with pay based on 4% of the employee's actual rate of pay at 30th April, computed on the regular number of hours worked during the preceding 12 months, excluding overtime, i.e. from May 1st to April 30th.

Privileges: a) Si le salarié laisse son employeur avant de prendre ses vacances de l'année courante, il doit recevoir la rémunération à laquelle il a droit en vertu des dispositions précédentes plus la rémunération pour vacances qu'il a

Vacation privileges: a) If he leaves prior to taking his vacation for the current year, he shall receive the Vacation Pay to which he is entitled under this plan, plus Vacation Pay which he has earned during the current year by

gagnée dans l'année courante, du 1er mai à la date de cessation de l'emploi pour l'employeur.

b) Si le salarié laisse son employeur après avoir pris ses vacances pour l'année courante, il doit recevoir la rémunération à laquelle il a droit pour ladite année. Telle rémunération doit être calculée à partir du 1er mai jusqu'à la date à laquelle il laisse son employeur.

L'employeur peut exiger que son établissement soit fermé en vue de donner des vacances ou, s'il le préfère, il peut répartir les périodes de vacances de ses salariés de façon à ne pas interrompre la production. Dans le dernier cas, l'employeur doit, autant que possible, se conformer aux désirs de ses salariés dans la détermination des périodes de vacances. Les vacances doivent être prises entre le 1er mai et le 30 septembre.

X. Apprentissage: a) La période d'apprentissage est de quatre (4) années; il faut que l'apprenti termine son apprentissage pendant cette période.

b) Dans le calcul de cette période de quatre années, tout temps perdu par l'apprenti doit être compensé. A l'expiration de ladite période, si, selon l'employeur, l'apprenti ne s'est pas qualifié mécanicien, il peut être requis de travailler une période additionnelle ne dépassant pas six (6) mois.

c) Il peut y avoir un apprenti par deux (2) ouvriers qualifiés dans chaque classification.

XI. Retenues: Les retenues sur les salaires sauf celles requises par la loi, ne sont faites qu'à la suite d'une autorisation écrite du salarié.

XII. Classification: Le salarié est classifié par son employeur, lequel doit fournir à chaque salarié une carte de classification convenablement remplie et signée. Telles cartes sont fournies par le comité paritaire. Au cas de désaccord, le salarié a l'opportunité de prouver qu'il est compétent pour exécuter le travail de la catégorie pour laquelle il se croit qualifié.

XIII. Grievs: Toute mésentente relative au présent décret et tout grief des salariés sont soumis, par le comité d'atelier, au surintendant de l'établissement; à défaut d'un règlement satisfaisant, le tout peut être soumis à l'employeur concerné. Dans les cas où l'employeur et le comité d'atelier ne peuvent s'entendre, le tout est soumis, par écrit, au Comité paritaire qui est chargé de la mise à exécution du décret.

XIV. Lors de la ratification de la présente convention, le comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu du décret antérieur.

XV. Le présent décret abroge le décret numéro 660 du 13 mai 1948 et tous ses amendements.

XVI. Durée du décret: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, et demeure en vigueur jusqu'au 1er mars 1950.

qualified service, calculated from May 1st, to the date of leaving the employ of the Employer.

b) If he leaves after taking his vacation for the current year, he shall receive Vacation Pay which he has earned during the current year by qualified service, calculated from May 1st to the date of leaving the employ of the Employer.

The Employer may require the Plant to be closed for the purpose of providing a Vacation period, or, at his option, may stagger vacation periods, of employees so that continuous production may be maintained. In the latter case, the Employer shall make every reasonable effort to meet the wishes of employees in allocating vacation periods. Vacations shall be taken between May 1st and September 30th.

X. Apprenticeship: a) The term of indenture shall be four (4) years during which period the apprentice must successfully complete his apprenticeship.

b) In calculating the four (4) year period, any time lost by the apprentice must be made up. At the end of the four-year period, if, in the opinion of the employer, the apprentice has not become a qualified mechanic, he may be required to serve additional time not exceeding six (6) months.

c) There may be one apprentice for each two (2) skilled workers in each classification.

XI. Deduction: Deductions from wages, except those required by law, shall be made only on the written authorization of the employee.

XII. Rating: The rating of the employees shall be done by the employer who shall furnish each employee with a classification card properly completed and signed. Such cards will be supplied by said Joint Committee. In case of disagreement, the employee concerned shall be given the opportunity to show whether or not he can qualify for the classification which he seeks.

XIII. Disputes: All disputes arising under the present decree, and all grievances of employees, shall be submitted by the Shop Committee to the Superintendent of the Plant concerned and, failing settlement, may be brought before the employer affected. Should the employer and the Shop Committee fail to reach an agreement, the matter in dispute shall be submitted, in writing, to the Parity Committee administering the decree.

XIV. At the time of ratification of the present agreement, the existing Parity Committee formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree shall remain in office and administer the present decree until the formation of a new committee. Such new committee succeeds the former one and is vested with all the assets and rights of the said former committee; it also assumes all the liabilities of the former committee.

XV. The present decree repeals the decree number 660 of May 13, 1948, and all its amendments.

XVI. Duration of the decree: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains effective until March 1, 1950.

A. MORISSET,

25127-o

Greffier du Conseil Exécutif.

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

25127-o

Avis divers

Province de Québec, District d'Abitibi

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LA SARRÉ

Avis public est par le présent donné que le Conseil de la Municipalité du Village de La Sarre s'adressera au lieutenant-gouverneur en Conseil lui demandant d'ériger son territoire en municipalité de ville, sous le nom de Ville de La Sarre, et ayant pour limites, les limites actuelles de la Municipalité du Village de La Sarre.

Que le chiffre de la population de ce territoire, tel que constaté par le recensement ordonné par le Conseil, s'élève à deux mille sept cent trente-cinq âmes (2735).

Que la Municipalité sera érigée en ville sous l'empire de la Loi des Cités et Ville de la province de Québec.

Donné à La Sarre, ce 21 mai 1949.

Le Secrétaire-trésorier,

JULES LAVIGNE, N.P.

25050-22-4

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Travail de St-Blaise", en date du 28 décembre 1948, dont le siège social est situé à Saint-Blaise, comté d'Abitibi-Est, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 24 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI.

25097-0

JOS. POITRAS & FILS, LTÉE

JOS. POITRAS & SONS, LTD.

Extrait du Règlement N° 3 de la compagnie ci-haut mentionnée concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs de trois à cinq:

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de cinq membres."

Certifié vraie copie,

Le Président,

J.-E. COLLIN,

Le Secrétaire,

H. BERNATCHEZ.

25099-0

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le 10 mai 1949, "L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 30, Incorporée" à changer son nom en celui de "L'Association Catholique des Institutrices Laïques de Jonquière et Kénogami Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 3.

Daté du bureau du Secrétaire de la province, le 11 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la province,

JEAN BRUCHÉSI.

25103-0

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, District of Abitibi

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF LA SARRÉ

Public notice is hereby given that the Council of the Municipality of the Village of La Sarre will apply to the Lieutenant-Governor in Council asking him to erect its territory into a Town municipality, under the name of Town of La Sarre, and having for its limits the actual limits of the Municipality of the Village of La Sarre.

That the total population of the said territory as calculated by the census ordered by the Council, amounts to two thousand seven hundred and thirty five souls (2735).

That the Municipality will be erected into a Town under the authority of the Cities and Towns Act of the Province of Quebec.

Given at La Sarre, this 21st day of May, 1949.

JULES LAVIGNE, N.P.,

Secretary Treasurer.

25050-22-4

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate, "Syndicat de Travail de St-Blaise" under date the 28th day of December, 1948, whereof the head office is at Saint-Blaise, county of Abitibi-East, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of May, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

25097

JOS. POITRAS & FILS, LTÉE

JOS. POITRAS & SONS, LTD.

Excerpt from By-law No. 3 of the company hereinabove mentioned, respecting the increase in the number of Directors, from three to five:

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of Directors, composed of five members."

Certified true copy.

J. E. COLLIN,

President.

H. BERNATCHEZ,

Secretary.

25099

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on May 10, 1949, authorized "L'Association Catholique des Institutrices Rurales du District No. 30, Incorporée" to change its name into that of "L'Association Catholique des Institutrices Laïques de Jonquière et Kénogami Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of May, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

25103

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Ubalde", en date du 24 avril 1949, dont le siège social est situé à St-Ubalde, comté de Portneuf, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 30 avril 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25104-o JEAN BRUCHÉSI.

FLUORESCENT SERVICE LTD

Règlement N° XIX

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété, comme un règlement de la compagnie ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre de manière à ce que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de quatre directeurs.

2. Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Decrété le 17 mai 1949.

Témoin: Le sceau corporatif de la compagnie.
(Sceau)

Le Président,
M. MOSCOVITCH.
Le Secrétaire-trésorier,
M. McMARTIN.

25106-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Paul de l'Île-aux-Noix", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 mai 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Paul de l'Île-aux-Noix, comté de St-Jean.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25112-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Saint-Charles-Borromée", en date du 2 mai 1949, dont le siège social est situé à Ville Jacques-Cartier, comté de Chambly, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 19 mai 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25111-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Zénon", en date du 8 mai

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Ubalde" under date the 24th day of April, 1949, whereof the head office is at St-Ubalde, county of Portneuf, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of April, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25104 Under Secretary of the Province.

FLUORESCENT SERVICE LTD

By-law No. XIX

Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of the Company as follows:

1. The number of directors of the Company be and the same is hereby increased from three to four so that the board of directors of the Company shall hereafter be composed of four directors.

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted this 17th day of May, 1949.

Witness the corporate seal of the Company.
(Seal)

M. MOSCOVITCH,
President.
M. McMARTIN,
Secretary-Treasurer.

25106-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Paul de l'Île-aux-Noix", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on May 21, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Paul de l'Île-aux-Noix, county of St. John's.

JEAN BRUCHÉSI,
25112 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Saint-Charles-Borromée", under date the second day of May, 1949, whereof the head office is at Ville Jacques-Cartier, county of Chambly, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of May, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25111 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Zénon", under

1949, dont le siège social est situé à Saint-Zénon, comté de Berthier, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 8 juin 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25114-o JEAN BRUCHÉSI.

date the eighth day of May, 1949, whereof the head office is at Saint-Zénon, county of Berthier, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of June, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25114 Under Secretary of the Province.

LA TRIBUNE, LIMITÉE

Règlement 1-A

Concernant l'augmentation du nombre des directeurs de la compagnie de trois à sept.

"Les affaires de la compagnie seront dirigées par un bureau d'administration composé de sept directeurs choisis parmi les actionnaires et dont trois formeront quorum."

Copie conforme.

Le Secrétaire,
25124-o A. GAUTHIER.

LA TRIBUNE, LIMITÉE

By-law 1-A

Respecting the increase in the number of Directors of the company, from three to seven.

"The affairs of the company shall be managed by a Board of Directors composed of seven members, chosen among the shareholders and three of whom shall form the quorum."

True copy.

A. GAUTHIER,
25124 Secretary.

INSPIRATION MINING AND DEVELOPMENT
COMPANY, LIMITED

Extrait des minutes d'une assemblée du bureau de direction de la compagnie Inspiration Mining and Development Company, Limited tenue en la cité de Montréal, le 23 mars 1949.

"Sur motion dûment proposée et secondée, il a été résolu à l'unanimité:

Que le suivant soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de la compagnie.

Règlement N° 35

La principale place d'affaires de la compagnie sera transportée d'Amos, dans le district d'Abitibi, Québec, au numéro civique 355 ouest, rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, Canada."

Copie conforme certifiée, 1er juin 1949.

Le Président,
M. A. THOMSON.
Le Secrétaire,
25129 F. D. LAMONT.

INSPIRATION MINING AND DEVELOPMENT
COMPANY, LIMITED

Extract from minutes of a meeting of the Board of Directors of Inspiration Mining and Development Company, Limited held at the city of Montreal on the 23rd day of March, 1949.

"Upon motion, duly proposed and seconded, it was unanimously resolved:

That the following be and it is hereby enacted as a By-law of the Company:

By-law No. 35

The chief place of business of the Company shall be changed from Amos, in the district of Abitibi, Quebec, to civic number 355 St. James Street West, in the city of Montreal, district of Montreal, in the Province of Quebec, Canada."

Certified a true copy, June 1st, 1949.

M. A. THOMSON,
President.
F. D. LAMONT,
25129-o Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Saint-François d'Assise", en date du 1er juin 1949, dont le siège social est situé à Saint-François d'Assise, comté de Bonaventure, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 juin 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25131-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de Saint-François d'Assise", under date the first day of June, 1949, whereof the head office is at Saint-François d'Assise, county of Bonaventure, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of June, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25131 Under Secretary of the Province.

Chartes Abandon de

Charters Surrender of

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Firestone Sportswear Ltd", constituée en corporation par Lettres Patentes de la

Notice is hereby given that "Firestone Sportswear Ltd", incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated March 19th,

Province de Québec, en date du 19 mars 1947, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 1 juin 1949.

Le Procureur de la compagnie,
dite "FIRESTONE SPORTSWEAR LTD".
25098-o N. L. RAPPAPORT.

1947, will make application for leave to surrender its charter.

Montreal, June 1st 1949.

N. L. RAPPAPORT,
Attorney for
25098 "FIRESTONE SPORTSWEAR LTD".

Canada, Province de Québec, District de Montréal

SOCIÉTÉ D'ART CONTEMPORAIN

Avis est donné que la Société d'Art Contemporain demandera au Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce huitième jour du mois de juin, mil neuf cent quarante-neuf.

Le Procureur des requérants,
25115-o L.-J. BARCELO.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal

CONTEMPORARY ARTS SOCIETY

Notice is hereby given that the "Contemporary Arts Society" will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for permission to surrender its charter.

Montreal, June eighth, one thousand nine hundred and forty-nine.

L. J. BARCELO,
Attorney for petitioners.

La compagnie "Pop's Hobby Shoppe Limited", incorporée par lettres patentes émises le 1er février, 1946, en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, enregistrées le 7 février, 1946, Libro 195, Folio 78, et à ce représentée par son secrétaire, monsieur R. L. David, donne avis qu'elle demandera au Procureur général de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Cet avis est donné suivant les dispositions du paragraphe d) de l'article 26 de la loi des compagnies de Québec.

(Seeau)

POP'S HOBBY SHOPPE LIMITED,
Le Secrétaire,
25123-o R. L. DAVID.

"Pop's Hobby Shoppe Limited", a corporation incorporated by letters patent on February 1st, 1946, in virtue of the first part of the Quebec Companies' Law, registered on February 7, 1946, Libro 195, Folio 78, hereto represented by its secretary, R. L. David, gives notice of its application for leave to surrender its charter.

This notice is given according to the dispositions of paragraph d) of article 26 of the Quebec Companies Law.

(Seal)

POP'S HOBBY SHOPPE LIMITED,
R. L. DAVID,
Secretary.

Département de l'Instruction publique

N° 614-49

Québec, le 8 juin 1949.

Demande est faite de changer le nom de la "Municipalité scolaire du village de Lauzon", comté de Lévis, en celui de "Municipalité scolaire de Lauzon", même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25116-23-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 407-46

Québec, le 25 mai 1949.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Tite, paroisse, dans le comté de Laviolette, le territoire de la municipalité scolaire de Saint-Tite-Nord, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25049-22-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 376-49.

Québec, le 28 mai 1949.

Demande est faite d'annexer le territoire de la municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Thècle, dans le comté de Laviolette, à celui de la municipalité scolaire du village de Ste-Thècle, dans le même comté et d'ériger leurs territoires en une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Sainte-Thècle".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25058-22-2-o O. J. DESAULNIERS.

Department of Education

No. 614-49

Quebec, June 8, 1949.

Application is made to change the name of the "School municipality of the village of Lauzon," county of Lévis, to that of "School Municipality of Lauzon", same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 407-46

Quebec, May 25, 1949.

Application is made to annex to the school municipality of Saint-Tite, parish, in the county of Laviolette, the territory of the school municipality of Saint-Tite-Nord, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 376-49

Quebec, May 28, 1949.

Application is made to annex the territory of the school municipality of the parish of Sainte-Thècle, in the county of Laviolette, to that of the school municipality of the village of Ste-Thècle, in the same county and to erect their territories into a separate school municipality under the name of "School Municipality of Sainte-Thècle".

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 978-44.

Québec, le 25 mai 1949.

Demande est faite d'annexer les lots suivants 32, 33, 34-A, 34-B, du rang I du canton de Kensington, à la municipalité scolaire de Maniwaki, dans le comté de Gatineau, qui seront détachés de celle de Kensington, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25045-22-2 O. J. DÉSALNIERS.

No. 978-44

Quebec, May 25, 1949.

Application is made to annex the following lots, 32, 33, 34-A, 34-B, of range I of the township of Kensington, to the School Municipality of Maniwaki, in the county of Gatineau, which shall be detached from that of Kensington, in the same county.

25045-22-2 O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 423-49

Québec, le 27 mai, 1949.

Demande est faite d'annexer, pour fins scolaires protestantes seulement, la municipalité scolaire de Mille Isles N° 3, dans le comté d'Argenteuil, à la municipalité scolaire protestante de Morin Heights, dans le même comté.

Le territoire compris dans cette demande se compose des lots 96 à 126 inclusivement du rang Côte Ste-Angélique sud-ouest; des lots 127 à 144 inclusivement du rang Côte Ste-Angélique nord-est; des lots 193 à 213 inclusivement du rang Ste-Marguerite.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25046-22-2 O. J. DÉSALNIERS.

No. 423-49

Quebec, May 27, 1949.

Application is made to annex, for Protestant school purposes only, the school municipality of Mille Isles No. 3, in the county of Argenteuil, to the Protestant school municipality of Morin Heights, in the same county.

The territory included in this application is lots 96 to 126, inclusive, of Range Côte Ste. Angélique southwest; lots 127 to 144, inclusive, of Range Côte Ste. Angélique northeast; lots 193 to 213, inclusive, of the Range Côte Ste. Marguerite.

25046-22-2 O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 549-49

Québec, le 25 mai 1949.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le comté de Saint-Jean, le territoire ci-dessous décrit qui sera détaché de celle de la paroisse de Saint-Jean, même comté, savoir:

Partant d'un point situé à l'extrémité est du chemin public vis-à-vis de la ligne du lot N° 77.

De là, vers l'ouest en suivant cette ligne nord du lot N° 77 jusqu'à la ligne ouest de ce dernier lot.

De là, vers le sud en suivant la ligne ouest de ce lot N° 77 jusqu'à la ligne sud de ce même lot.

De là, vers l'est en suivant cette ligne sud du lot N° 77 jusqu'à l'extrémité nord-ouest du lot N° 74.

De là, vers le sud-est et le sud, en longeant l'extrémité sud-ouest des lots nos 74, 72 et 63 jusqu'à la voie d'évitement des Chemins de fer Nationaux.

De là, vers l'ouest en longeant le côté nord de cette voie d'évitement jusqu'à et y compris le droit de passage des voies principales des Chemins de fer Nationaux.

De là, vers le sud-est en longeant le côté sud-est du droit de passage des voies principales des Chemins de fer Nationaux jusqu'à la limite ouest de la Cité de Saint-Jean.

De là, vers le nord en longeant la limite ouest de la Cité jusqu'au coin sud-ouest du lot 63.

De là, vers l'est en longeant la limite sud de ce dernier lot jusqu'à un point situé à 3,120 pds du coin sud-est du lot N° 63.

De ce dernier point vers le nord en longeant la limite ouest de la Cité de Saint-Jean jusqu'à la ligne sud du lot N° 77.

De là, cette dernière ligne en la suivant vers l'est sur une distance de quatre cent quatre-vingt-cinq pds, anglais plus ou moins, jusqu'au côté nord-ouest de l'ancien ruisseau Jackwood.

Puis de ce dernier point, en suivant la limite nord-ouest de la Cité de Saint-Jean jusqu'à et y compris le chemin public longeant la rivière Richelieu.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25047-22-2 O. J. DÉSALNIERS.

No. 549-49

Quebec, May 25, 1949.

Application is made to annex to the school municipality of Notre-Dame-Auxiliatrice, in the county of St. John's, the territory hereinafter described to be detached from that of the parish of Saint-John's, same county, to wit:

Starting from a point situate at the eastern extremity of the public road opposite the line of lot No. 77;

Thence, westward following the said north line of lot No. 77 as far as the west line of this latter lot.

Thence, southward following the west line of said lot No. 77 up to the south line of said same lot.

Thence, eastward following the said south line of lot 77 up to the northwest extremity of lot No. 74.

Thence, southeastward and southward, along the southwest extremity of lots Nos. 74, 72 and 63 as far as the siding of the Canadian National Railways.

Thence, westward, along the north side of the said siding up to and including the main right of way of the National Railways.

Thence, southeastward along the southeast side of the main right of way of the National Railways up to the west limit of the city of St.-John's.

Thence, northward along the west limit of the city as far as the southwest corner of lot 63.

Thence, eastward along the south limit of this last mentioned lot up to a point situate at 3,120 feet from the southeast corner of lot No. 63.

From this last point northward along the west limit of the city of Saint John's up to the south line of lot No. 77.

Thence, this last line following it eastward for a distance of four hundred and eighty-five feet, English measure, more or less, up to the north-west side of the old Jackwood stream.

Then from this latter point, following the northwest limit of the city of St. John's up to and including the public road running along the Richelieu River.

25047-22-2 O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 286-49.

Québec, le 27 mai 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de l'Île Perrot, dans le comté de Vaudreuil, le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "L'Île Perrot-Nord", même comté, savoir:

Partant d'un point situé sur la grève de la rivière Ottawa, dans la ligne de division entre les lots nos 184 et 189 et de là, en se dirigeant dans une direction sud-est, en suivant la ligne de division entre les lots nos 188 et 189 d'une part et le lot 184 d'autre part, jusqu'à son intersection avec la ligne de division entre les lots nos 184 et 185; de là, en se dirigeant vers le sud-ouest, en suivant la ligne de division entre les lots nos 184 et 185 jusqu'à son intersection avec la ligne nord-est du lot N° 183; de là, en se dirigeant vers le sud-est, en suivant la ligne de division entre les lots nos 185 et 186 d'une part et le lot N° 183 d'autre part jusqu'à l'extrémité sud-ouest du lot N° 186; de là, en se dirigeant vers le nord-est, en suivant la ligne sud-est des lots nos 186 et 187 jusqu'à son extrémité sud-est; de là, en se dirigeant vers le nord-ouest, en suivant la ligne de division entre les lots nos 187 et 193, jusqu'à sa rencontre avec la ligne de division entre les lots nos 191 et 193; de là, en se dirigeant vers le nord-est, en suivant la ligne sud-est des lots nos 191 et 192, jusqu'à son extrémité sud-est de là, en se dirigeant vers le sud-est, en suivant la ligne de division entre les lots nos 203, 204, 205, 206, 207, 209A, 210-A, 211, 212, 212-A, 212-B, 212-C, et 213 d'une part et le lot N° 193 d'autre part jusqu'à son intersection avec le lot N° 218-A; de là, en se dirigeant vers le nord-est en suivant la ligne nord-ouest du lot N° 218-A jusqu'à son extrémité nord-est; de là, en se dirigeant vers le sud-est en suivant la ligne de division entre les lots nos 216, 217, 218 et 219 d'une part et le lot N° 218-A d'autre part, jusqu'à son intersection avec le lot N° 220; de là, en se dirigeant vers le sud, en suivant la ligne de division entre les lots nos 220, 222, 224 et 225 d'une part et le lot N° 77 d'autre part, jusqu'à son intersection avec le lot N° 76; de là, en se dirigeant vers le nord-est, en suivant la ligne de division entre les lots nos 225, 227, 229, 230, 236, 237 et 242 d'une part et les lots nos 76, 75, 74, 73, et 71 d'autre part jusqu'à l'extrémité sud-est du lot N° 242; de là, en se dirigeant vers le nord-est en suivant la ligne de division entre les lots nos 242 et 241 d'une part et les lots nos 243 et 245 d'autre part jusqu'à sa rencontre avec la grève de la rivière Ottawa; de là, se dirigeant dans une direction générale ouest et nord-ouest en suivant la grève de la rivière Ottawa jusqu'au point de départ. Ce territoire comprend aussi les Îles portant les numéros 325 à 346 inclusivement dudit cadastre; lequel territoire, ensemble avec tous les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25060-22-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 903-47.

Québec, le 31 mai 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gédéon-de-Marlow, dans le comté de Frontenac, le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Village de Saint-Gédéon", même comté.

Ledit territoire sera compris dans les limites suivantes, savoir:

No. 286-49.

Quebec, May 27, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of l'Île Perrot, in the county of Vaudreuil, the territory hereinunder described, and to erect the same into a separate school municipality under the name of "L'Île Perrot-Nord" same county, to wit:

Starting from a point situate on the bank of the river Ottawa, in the division line between lots Nos. 184 and 189, and thence running southeasterly, following the division line between lots Nos. 188 and 189 on the one part, and lot 184 on the other part, up to its intersection with the division line between lots Nos. 184 and 185; thence, running southwesterly, following the division line between lots Nos. 184 and 185 up to its intersection with the northeast line of lot No. 183; thence, running southeasterly following the division line between lots Nos. 185 and 186 on the one part, and lot No. 183 on the other part, up to the southwest extremity of lot No. 186; thence running northeasterly, following the southeast line of lots Nos. 186 and 187 up to its southeast extremity; thence, running northwesterly, following the division line between lots Nos. 187 and 193 up to its meeting with the division line between lots Nos. 191 and 193; thence, running northeasterly, following the southeast line of lots Nos. 191 and 192 up to its southeast extremity, thence, running southeast, following the division line between lots Nos. 203, 204, 205, 206, 207, 209-A, 210-A, 211, 212 212-A, 212-B, 212-C and 213 on the one part, and lot No. 193 on the other part, up to its intersection with lot No. 218-A; thence, running northeasterly following the northwest line of lot No. 218-A up to its northeast extremity; thence, running southeasterly, following the division line between lots Nos. 216, 217, 218 and 219 on the one part and lot No. 218-A on the other part up to its intersection with lot No. 220; thence, running southerly, following the division line between lots Nos. 220, 222, 224 and 225 on the one part and lot No. 77 on the other part, up to its intersection with lot No. 76; thence, running northeasterly, following the division line between lots Nos. 225, 227, 229, 230, 236, 237 and 242 on the one part and lots Nos. 76, 75, 74, 73 and 71 on the other part, up to the southeast extremity of lot No. 242; thence, running northeasterly, following the division line between lots Nos. 242 and 241 on the one part, and lots Nos. 243 and 245 on the other part, up to its meeting with the bank of the river Ottawa; thence, running in a general westerly and northwesterly direction, following the bank of the river Ottawa up to the starting point. Said territory also comprises the islands bearing numbers 325 to 346 inclusively of said cadastre; said territory, together with the roads, streets, lanes, railway rights of way, rivers, lakes, water-courses or part thereof comprised within the above-described limits.

O. J. DESAULNIERS,
25060-22-2-o Superintendent of Education.

No. 903-47.

Quebec, May 31, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Gédéon-de-Marlow, in the county of Frontenac, the territory hereinunder described, and to erect the same into a separate school municipality, under the name of "Village of St-Gédéon" same county.

The said territory shall be comprised within the following limits, to wit:

Partant d'un point situé à l'intersection de la Rivière Chaudière avec la ligne séparative des lots nos 22-B et 23-A du neuvième rang et allant vers le nord-est en suivant cette ligne jusqu'à sa rencontre avec l'arrière ligne du huitième rang, de là, vers le nord-ouest en suivant l'arrière ligne du huitième rang, jusqu'à son intersection avec la ligne séparative des lots nos 24-A et 24-B du huitième rang, de là, vers le nord-est en suivant la ligne sud-est du lot no 24-B sur une distance de huit arpents, de là, vers le nord-ouest suivant une ligne parallèle à l'arrière ligne du huitième rang jusqu'à la ligne séparative des lots nos 24-B et 24-C de là, vers le nord-est en suivant la ligne sud-est du lot no 24-C sur une distance de quatre arpents, de là, vers le nord-ouest, suivant une ligne parallèle à l'arrière ligne du huitième rang jusqu'à une route située entre les lots 24-C et 25-A, 25-B du huitième rang, de là, vers le nord-est en suivant la route jusqu'à l'arrière ligne du septième rang, de là, vers le nord-ouest en suivant l'arrière ligne du septième rang jusqu'à son intersection avec la ligne nord-ouest du lot no 26-A du huitième rang, de là, vers le sud-ouest en suivant la ligne nord-ouest du lot 26-A jusqu'à son intersection avec la rivière Chaudière de là, vers le sud-est en suivant la rive nord-est de la rivière Chaudière, jusqu'au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25082-22-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 419-49.

Québec, 1er juin 1949.

Demande est faite que le territoire suivant soit détaché de la municipalité scolaire protestante de Grenville et annexé à la municipalité scolaire protestante de Rivière Rouge, dans le comté d'Argenteuil.

Le territoire concerné est enceint par une ligne partant à un point au milieu de la rivière Rouge et s'étendant vers l'est entre les rangs IX et X du canton de Grenville, tel qu'indiqué sur la carte officielle, au lot 19, de là vers le sud entre les lots 19 et 20 des rangs IX, VIII N et VIII S au rang VII, de là vers l'ouest entre les rangs VII et VIII S au milieu de la rivière Rouge et suivant le milieu de la rivière Rouge vers le nord au point de départ. Ce territoire comprend les lots 20 à 25 inclusivement du rang IX, les lots 20 à 25 inclusivement du rang VIII N et les lots 20 à 23 inclusivement du rang VIII S.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25081-22-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1861-43

Québec, le 2 juin, 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Maurice-de-Bois-Filion, dans le comté de Terrebonne, les lots suivants des plan et livre de renvoi officiels de St-Louis-de-Terrebonne, savoir:

Les lots 42 à 81 inclusivement et 216 à 496 aussi inclusivement du cadastre de St-Louis-de-Terrebonne et toutes leurs subdivisions présentes et futures, moins les lots suivants: 283, 284, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 296, 297, 298, 299, 300, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 338, 339, 341, 342, 343, 344, 345 et les annexer à la commission scolaire de la paroisse de Terrebonne.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25061-22-2-o O. J. DESAULNIERS.

Starting from a point situate at the intersection of the Chaudière river with the division line of lots Nos 22-B and 23-A of the ninth range and running northeasterly, following said line up to its meeting with the rear line of the eighth range, thence, towards the north-west, following the rear line of the eighth range up to its intersection with the division line of lots 24-A and 24-B of the eighth range, thence towards the northeast, following the southeast line of lot No. 24-B for a distance of eight arpents, thence, towards the northwest following a line parallel to the rear line of the eighth range, up to the division line of lots Nos 24-B and 24-C, thence towards the northeast, following the southeast line of lot No. 24-C for a distance of four arpents, thence towards the northwest, following a line parallel to the rear line of the eighth range up to a road situate between lots 24-C and 25-A, 25-B of the eighth range, thence towards the northeast following the road, up to the rear line of the seventh range, thence, towards the northwest, following the rear line of the seventh range up to its intersection with the northwest line of lot No. 26-A of the eighth range, thence, towards the southwest following the northwest line of lot 26-A, up to its intersection with the Chaudière river, thence, towards the southeast, following the northeast bank of the Chaudière river up to the starting point.

O. J. DESAULNIERS,
25082-22-2 Superintendent of Education.

No 419-49

Quebec, June 1st, 1949.

Application is made that the following territory be detached from the Protestant school municipality of Grenville and annexed to the Protestant school municipality of Rouge River, in the county of Argenteuil.

The territory concerned is enclosed by a line starting at a point in the middle of Rouge River and extending eastward between Ranges IX and X of the Township of Grenville as shown on the official map to lot 19, then turning southward between lots 19 and 20 of Ranges IX, VIII N, and VIII S, to Range VII then turning westward between Ranges VII and VIII S to the middle of the Rouge River and following the middle of the Rouge River northward to the point of origin. This territory includes lots 20 to 25 inclusive of Range IX, lots 20 to 25 inclusive of Range VIII N, and lots 20 to 23 inclusive of Range VIII.

O. J. DESAULNIERS,
25081-22-2-o Superintendent of Education.

No. 1861-43

Quebec, June 2, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of St-Maurice-de-Bois-Filion, in the county of Terrebonne, the following lots of the official plan and book of reference for St-Louis-de-Terrebonne, to wit:

Lots 42 to 81 inclusively and 216 to 496 also inclusively of the cadastre for St-Louis-de-Terrebonne and all the present and future subdivisions thereof, minus the following lots: 283, 284, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 296, 297, 298, 299, 300, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 338, 339, 341, 342, 343, 344, 345, and to annex the same to the School Commission of the parish of Terrebonne

O. J. DESAULNIERS,
25061-22-2-o Superintendent of Education.

No. 151-49

Québec, le 25 mai 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Jean-Baptiste d'Ascot, dans le comté de Sherbrooke, les lots 18 à 21 inclusivement du rang 6 du canton d'Ascot et de les annexer à la municipalité scolaire catholique de la cité de Sherbrooke, dans le comté de Sherbrooke.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25048-22-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 547-49.

Québec, le 1er juin 1949.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Robert-Bellarmin", dans le comté de Frontenac, le territoire ci-dessous décrit, qui sera détaché des municipalités scolaires de Saint-Ludger et de Saint-Gédéon de Marlow, savoir:

Un territoire situé en partie dans le canton de Risborough et en partie dans le canton de Marlow, comprenant en référence au cadastre officiel du canton de Risborough et d'une partie du canton Marlow, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et à venir, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Risborough et de Marlow avec la ligne séparative des rangs I et II du canton de Risborough; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: dans le canton de Risborough, en référence au cadastre officiel pour ledit canton, la ligne séparative des rangs I et II, la ligne internationale entre l'état du Maine et la Province de Québec, dans les directions générales sensiblement sud-est et sud-ouest et la ligne séparative des rangs IX et X; dans le canton de Marlow, en référence au cadastre officiel d'une partie dudit canton; partie de la ligne ouest du rang XII, l'axe de la rivière Samson, partie de la ligne séparative des rangs XI et XII en allant vers le nord, la ligne séparative des lots 7 et 8-A en profondeur du rang XI, la ligne séparative des rangs X et XI en allant vers le nord, la ligne séparative des lots 9 et 10 de chacun des rangs X, IX, VIII, VII, VI, V, IV, et la ligne séparative des rangs III et IV en allant vers le sud, enfin la ligne séparative des cantons de Risborough et de Marlow en allant vers l'est jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, rivières, cours d'eau, ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites, sera, quant à sa partie comprise dans le canton de Risborough et dans les rangs XI et XII du canton de Marlow, détaché de la municipalité scolaire de Saint-Ludger dans le comté de Frontenac, quant à sa partie située dans les rangs IV à X inclusivement du canton de Marlow détaché de la municipalité scolaire de Saint-Gédéon de Marlow.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
25083-22-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 151-49

Québec, May 25, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of St-Jean-Baptiste d'Ascot, in the county of Sherbrooke, lots 18 to 21 inclusive of range 6 of the township of Ascot, and to annex them to the Catholic School Municipality of the City of Sherbrooke, in the county of Sherbrooke.

O. J. DESAULNIERS,
25048-22-2 Superintendent of Education.

No. 547-49.

Quebec, June 1, 1949.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "Saint-Robert-Bellarmin", in the county of Frontenac, the territory hereinunder described, which shall be detached from the school municipalities of Saint-Ludger and Saint-Gédéon de Marlow, to wit:

A territory situate partly in the township of Risborough and partly in the township of Marlow, comprising, with reference to the official cadastre for the township of Risborough and a part of the township of Marlow, all the lots or parts of lots, and the present and future subdivisions thereof, enclosed within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the division line of the townships of Risborough and Marlow with the division line of ranges I and II of the township of Risborough; thence, passing by the following lines and demarcations successively: in the township of Risborough, with reference to the official cadastre for said township, the division line of ranges I and II, the international line between the State of Maine and the Province of Quebec, in general perceptibly southeast and southwest directions and the division line of ranges IX and X; in the township of Marlow, with reference to the official cadastre for part of said township; part of the west line of range XII, the axis of the Samson river, part of the division line of ranges XI and XII running northward, the division line of lots 7 and 8-A on the depth of range XI, the division line of ranges X and XI running northward, the division line of lots 9 and 10 of each of the ranges X, IX, VIII, VII, VI, V, IV, and the division line of ranges III and IV, running southward, finally, the division line of the townships of Risborough and Marlow, running eastward up to the starting point; said territory, together with the roads, rivers, watercourses or parts thereof, comprised within the limits hereinabove described, shall, as to its part comprised in the township of Risborough, and in ranges XI and XII of the township of Marlow, be detached from the school municipality of Saint-Ludger, in the county of Frontenac, as to its part situate in ranges IV to X inclusively of the township of Marlow, be detached from the school municipality of Saint-Gédéon de Marlow.

O. J. DESAULNIERS,
25083-22-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de Beauport, division d'enregistrement de Québec. Official Cadastre of the Parish of Beauport, Registration Division of Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie

Notice is hereby given that part of lot 1508

du lot 1508 est annulée et le lot 1520 est ajouté, en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 mai 1949.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-ministre.

is cancelled and lot 1520 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, May the 30th, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel du Canton de Brassard, division d'enregistrement de Berthier.

Avis est par la présente donné que dans le Rang C les lots 30-C, 30-D, 30-E et 30-F sont annulés et le lot 30-A est amendé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 29 avril 1949.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-ministre.

NOTICE

Official Cadastre of the Township of Brassard
Registration Division of Berthier.

Notice is hereby given that in Range C, lots 30-C, 30-D, 30-E and 30-F are cancelled and lot 30A is amended in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, April the 29th, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

AVIS

Cadastre officiel du Canton de DuBuisson, division d'enregistrement de l'Abitibi.

Avis est par la présente donné que les lots 54-b-1, 54-b-2, 54-b-3 et 55-b-1 rang VIII sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 mai 1949

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-ministre.

NOTICE

Official Cadastre of the Township of DuBuisson
Registration Division of Abitibi.

Notice is hereby given that lots 54-b-1, 54-b-2, 54-b-3 and 55-b-1 Range VIII are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, May the 23rd, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Cadastre officielle du canton de Lussier. Division d'enregistrement de Montcalm.

Avis est par la présente donné que les lots 9-1, 9-2, 10-1, 10-2, 10-3, 20-1, 20-2, 21-1, 21-2, 22-1, 22-2, 23-1, 23-2, 24-1, 24-2, 25-1, 25-2, 26-1, 26-2, 27-1, 27-2, 28-1, 28-2, 28-3, 29-1, 29-2, 30-1, 30-2, Rang VI; 10-1, 10-2, 10-3, 11-1, 11-2, 11-3, 12-1, 12-2, 13-1, 13-2, 14-1, 14-2, 14-3, Rang VII; 12-1, 12-2, 13-1, 13-2, 14-1, 14-2, 14-3, 15, 16, Rang VIII; 16 et 17 Rang IX sont annulés; les lots 8, 11, 19, 31-1, 31-2, Rang VI; 9-1, 9-2, 15, Rang VII; 11, 17, Rang VIII; 12 à 15 et 18, Rang IX sont corrigés; les lots 9a, 9b, 10a, 10b, 20a, 20b, 21a, 21b, 22a, 22b, 23a, 23b, 24a, 24b, 25a, 25b, 26a, 26b, 27a, 27b, 28a, 28b, 29a, 29b, 30a, 30b, Rang VI; les lots 10a, 10b, 11a, 11b, 11c, 12a, 12b, 13a, 13b, 14a, 14b, Rang VII; les lots 12, 13, 14, 15a, 15b, 15c, 16a, 16b, Rang VIII; les lots 16a, 16b, 17a, 17b, 17c, Rang IX et les Blocs A, B, D, E, F, G sont ajoutés en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 3 mars 1949.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-ministre.

Official Cadastre of the Township of Lussier.
Registration Division of Montcalm.

Notice is hereby given that lots 9-1, 9-2, 10-1, 10-2, 10-3, 20-1, 20-2, 21-1, 21-2, 22-1, 22-2, 23-1, 23-2, 24-1, 24-2, 25-1, 25-2, 26-1, 26-2, 27-1, 27-2, 28-1, 28-2, 28-3, 29-1, 29-2, 30-1, 30-2, Range VI; 10-1, 10-2, 10-3, 11-1, 11-2, 11-3, 12-1, 12-2, 13-1, 13-2, 14-1, 14-2, 14-3, Range VII; 12-1, 12-2, 13-1, 13-2, 14-1, 14-2, 14-3, 15, 16, Range VIII; 16 and 17 Range IX are cancelled; lots 8, 11, 19, 31-1, 31-2, Range VI; 9-1, 9-2, 15, Range VII; 11, 17, Range VIII; 12 to 15 and 18 Range IX are corrected; lots 9a, 9b, 10a, 10b, 20a, 20b, 21a, 21b, 22a, 22b, 23a, 23b, 24a, 24b, 25a, 25b, 26a, 26b, 27a, 27b, 28a, 28b, 29a, 29b, 30a, 30b, Range VI; lots 10a, 10b, 11a, 11b, 11c, 12a, 12b, 13a, 13b, 14a, 14b, Range VII; lots 12, 13, 14, 15a, 15b, 15c, 16a, 16b, Range VIII; lots 16a, 16b, 17a, 17b, 17c, Range IX and Blocks A, B, D, E, F, G are added in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Quebec, March the 3rd, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de St-Félix du Cap-Rouge. Division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 109-2

Official Cadastre of the Parish of St. Felix du Cap. Rouge. Registration Division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 109-2 is can-

est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 mai 1949.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre.

AVILA BÉDARD,

25113-o

Sous-ministre.

called in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, May the 25th, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch.

AVILA BÉDARD,

25113-o

Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction et de la réparation mécanique, rendue obligatoire par le décret numéro 973 du 30 juin 1948, et amendement, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret comme suit:

Les articles I, II, III, IV et VII seront remplacés par les suivants:

"I. *Définitions*: Pour les fins d'application du décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "contremaître" ou "surintendant" désigne toute personne qui transmet les ordres de l'employeur, distribue l'ouvrage et surveille les travaux aux lieux mêmes de l'établissement.

b) Le terme "chef d'équipe" désigne toute personne qui dirige une équipe en dehors des lieux de l'établissement et qui exécute les mêmes travaux que les autres membres de l'équipe.

c) Le mot "compagnon" désigne tout salarié qui a complété la période d'apprentissage et a obtenu son certificat de qualification requis dans la branche du métier dans lequel il est employé et qui exécute ou enseigne l'un ou l'autre des métiers régis par le décret.

d) Le mot "aide" désigne tout salarié qui assiste régulièrement un compagnon d'un des métiers assujettis au décret et qui n'est pas soumis aux dispositions de l'apprentissage stipulées au décret. Toutefois il ne peut y avoir plus d'un aide par compagnon.

e) Le mot "apprenti" désigne tout salarié qui apprend l'un ou l'autre des métiers visés au paragraphe "C-1" de l'article II et pour lesquels un apprentissage est requis.

f) Le mot "journalier" désigne tout salarié inexpérimenté exécutant des travaux manuels et qui n'assiste pas régulièrement un compagnon d'un des métiers assujettis au décret.

g) Les mots "établissement de construction et de réparation mécanique" désigne tout établissement ou partie d'établissement où travaillent ou pour le compte duquel travaillent ou auquel sont attachés les salariés exécutant un ou tous les métiers mentionnés au paragraphe "c" de l'article II, où se fait ou pour le compte duquel s'exécute la fabrication et la réparation, l'installation ou la transformation de bouilloires, de pièces mécaniques, de réservoirs, d'engins, de machines ou de parties de machines de tout genre ou autre outillage mécanique pour fins commerciales."

"II. *Jurisdiction*: a) *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprend le district judiciaire de Québec et les districts judiciaires de Beauce, de Montmagny et de

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to mechanical engineering, rendered obligatory by the decree number 973 of June 30, 1948, and amendment, have submitted to him a request to amend the said decree as follows:

Sections I, II, III, IV and VII will be replaced by the following ones:

"I. *Definitions*: For the purposes of enforcement of the decree, the following words have the meaning hereafter given:

a) The words "foreman" or "superintendent" mean a person who transmits the employer's orders, divides the work and supervises the operations on the premises of the establishment.

b) The words "gang foreman" mean a person who supervises a gang outside the premises of the establishment and who performs the same operations as the other members of the gang.

c) The word "journeyman" means any employee who has completed the period of apprenticeship and obtained his certificate of competency as required in the particular trade in which he is employed and who performs or teaches any one of the trades governed by the decree.

d) The word "helper" means any employee who regularly helps a journeyman of a trade governed by the decree and who is not governed by the apprenticeship provisions stipulated in the decree. However, there shall not be more than one helper per journeyman.

e) The word "apprentice" means any employee who learns any one of the trades specified in section II, subsection "c-1", and for which an apprenticeship is required.

f) The word "labourer" means any employee with no experience who performs manual operations and who does not regularly help a journeyman of a trade governed by the decree.

g) The words "mechanical establishment" mean any establishment or part thereof where the employees engaged in one or all of the trades mentioned in subsection "c" of section II are working, or for which they are working, or with which they are connected and where, or on behalf of which, the fabrication, repair, installation or transformation of boilers, mechanical parts, tanks, engines, machines or parts thereof of all kinds, or other mechanical equipment, is carried on for commercial purposes."

"II. *Jurisdiction*: a) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises the judicial district of Québec and the judicial districts of Beauce, Montmagny and

Kamouraska, dans un rayon de cent (100) milles des limites de la cité de Québec.

Pour les fins d'application du décret, cette juridiction territoriale est divisée en deux (2) zones comme suit:

Zone I: Les cités de Québec et de Sillery, les villes de Beauport, Château d'Eau, Courville, Québec-Ouest et Val Saint-Michel, les municipalités de Saint-Augustin-de-Desmaures, Sainte-Foye, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, la Petite Rivière, Notre-Dame de Lorette, L'Ancienne-Lorette, Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, Loretteville, Charlesbourg, Saint-Charles de Charlesbourg, Saint-Charles de Charlesbourg-Est, Saint-Gérard-Magella, Saint-Gabriel de Valcartier, Saint-Gabriel-Ouest, Saint-Émile, Notre-Dame des Laurentides, Saint-Dunstan du Lac Beauport, Stoneham, Notre-Dame-des-Ange, Sacré-Cœur de Jésus, Saint-Michel-Archange, Giffard, Sainte-Thérèse de Lisieux, Beauport-Est, Beauport-Ouest, Montmorency, Saint-Jean de Boischatel, L'Ange-Gardien, Château-Richer et Sainte-Brigitte-de-Laval.

Zone II: Toute la juridiction territoriale à l'exception de la Zone I.

b) Juridiction industrielle: La juridiction industrielle du décret comprend tout travail de construction et de réparation mécanique, comprenant la fabrication, l'installation, la transformation et la réparation de bouilloires, pièces mécaniques, réservoirs, engins, machines ou parties de machines de tout genre et autre outillage mécanique, que ce travail soit exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur d'un établissement de réparation ou de construction mécanique, et, qu'il constitue l'industrie principale ou secondaire de l'entreprise, pourvu que ce soit pour des fins commerciales.

Nonobstant le décret numéro 1730 du 23 octobre 1947 et ses amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec et spécialement les dispositions particulières de son article IV-A, le présent décret s'applique à et régit exclusivement dans les limites de sa juridiction territoriale, tout travail de fabrication, d'installation, de transformation et de réparation de bouilloires et de réservoirs effectué hors des établissements de construction et de réparation mécanique, suivant les dispositions suivantes:

Taux minima de salaires: Pour les fins de la présente disposition, les taux horaires minima suivants doivent être payés:

Chaudronnier, monteur et soudeur \$1.15

Aide-chaudronnier, monteur et soudeur 0.85

Toutefois, l'installation de réservoirs et de bouilloires portatives de moins de deux (2) tonnes, doit être rémunérée aux taux prévus à l'article IV du présent décret.

c) Juridiction professionnelle: 1. La juridiction professionnelle du décret comprend tout salarié employé dans l'industrie de la construction et de la réparation mécanique, y compris les outilliers, les traceurs, les machinistes, les mécaniciens-ajusteurs, les mécaniciens de marine, les préposés à la machinerie mécanique, les forgerons, les menuisiers d'atelier de construction et de réparation mécanique, les chaudronniers, les tôliers, les modeleurs, les soudeurs ainsi que les autres salariés pour lesquels un taux de salaire est déterminé à l'article IV.

2. Toutefois, pour les fins d'application du décret, la juridiction professionnelle ne comprend pas les salariés suivants:

i) Les chefs et les commis de bureau, les contremaîtres et les surintendants, le personnel

Kamouraska, in a radius of one hundred (100) miles from the limits of the city of Quebec.

For the purposes of enforcement of the decree, this territorial jurisdiction is divided into two (2) zones as follows:

Zone I: The cities of Quebec and Sillery, the towns of Beauport, Château d'Eau, Courville, Quebec-West and Val St. Michel, the municipalities of St. Augustin-de-Desmaures, Sainte Foye, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, La Petite Rivière, Notre-Dame de Lorette, L'Ancienne Lorette, St. Ambroise de la Jeune-Lorette, Loretteville, Charlesbourg, St. Charles de Charlesbourg, St. Charles de Charlesbourg-Est, St. Gérard Magella, St. Gabriel de Valcartier, St. Gabriel-West, St. Emile, Notre-Dame des Laurentides, St. Dunstan of Lake Beauport, Stoneham, Notre-Dame-des-Ange, Sacré-Cœur de Jésus, St. Michel Archange, Giffard, Ste-Thérèse de Lisieux, Beauport-East, Beauport-West, Montmorency, St. Jean-de-Boischatel, L'Ange Gardien, Château-Richer and Ste-Brigitte-de-Laval.

Zone II: The entire territorial jurisdiction with the exception of zone I.

b) Industrial jurisdiction: The industrial jurisdiction of the decree comprises any operation pertaining to mechanical engineering including the fabrication, installation, transformation and repair of boilers, mechanical parts, tanks, engines, machines or parts thereof of all kinds, and other mechanical equipment, whether such operation be carried out inside or outside a mechanical engineering establishment, and whether it constitutes the main or secondary industry of the concern, provided it be done for commercial purposes.

Notwithstanding the decree number 1730 of October 23, 1947, and its amendments, relating to the construction industry in the district of Quebec, and specially the particular provisions of its section IV-A, the present decree applies and extends exclusively, within the limits of its territorial jurisdiction, to any construction, installation, transformation and repair of boilers and tanks not carried out in the mechanical engineering establishments, pursuant to the following provisions:

Minimum wage rates: For the purposes of the present clause, the following minimum hourly rates of wages shall be paid:

Boilermaker, erector and welder \$1.15

Boilermaker's, erector's and welder's helper 0.85

However, the installation of portable tanks and boilers under two (2) tons in weight shall be remunerated at the rates stipulated in section IV of the present decree.

c) Professional jurisdiction: 1. The professional jurisdiction of the decrees comprises any person employed in the mechanical industry including toolmakers, tracers, machinists, fitting mechanics, marine mechanics, machine operators, blacksmiths, joiners in mechanical engineering shops, boiler-makers, tinsmiths, pattern-makers, welders and the other employees for which a wage rate is determined in section IV.

2. However, for the purposes of enforcement of the decree, the professional jurisdiction does not include the following employees:

i) Office managers and clerks, foremen and superintendents, technical staff, elevator operators,

technique, les préposés au fonctionnement des ascenseurs, les messagers, les salariés permanents, aux termes de la Loi de la convention collective, ou tout autre salarié non visé par l'alinéa "1" ci-dessus.

ii) Les salariés travaillant dans les chantiers maritimes. Toutefois, et nonobstant l'alinéa "v" suivant, advenant le cas où y serait effectué du travail autre que la construction ou la réparation maritime, il est entendu que les salariés exerçant durant vingt-quatre (24) heures ou plus dans une semaine normale de travail, les métiers prévus à l'alinéa "1" du présent paragraphe sont automatiquement assujettis au décret.

iii) Les élèves de moins de seize (16) ans d'une institution d'assistance publique régie par la Loi de l'Assistance Publique (S.R.Q. 1941, chapitre 187).

iv) Les salariés employés spécifiquement à la construction ou à la réparation des ascenseurs assujettis au décret numéro 131 du 5 février 1948 ou à tout autre décret l'ayant remplacé. Toutefois, advenant le cas où ils effectueraient du travail à l'intérieur de l'établissement de construction et de réparation mécanique dont ils sont à l'emploi, ces salariés exerçant les métiers ou emplois prévus à l'alinéa "1" du présent paragraphe sont automatiquement assujettis au décret. Le certificat de qualification émis en vertu du décret sert à fixer leur salaire d'après l'échelle des taux de salaires minima dudit décret.

v) Les salariés travaillant dans un établissement où les travaux de réparation et de construction mécanique n'en constituent pas l'industrie principale et où une convention collective particulière assure auxdits salariés des conditions et des salaires meilleurs que ceux du décret."

"III. *Durée du travail:* a) *Zone I:* i) *Heures régulières:* La semaine régulière de travail est de quarante-neuf (49) heures. La journée régulière est de 7.00 a.m. à 6.00 p.m. les cinq premiers jours ouvrables de la semaine, et de 7.00 a.m. à midi le samedi.

ii) *Travail supplémentaire:* Tout travail exécuté:

1) après 9 heures dans la même journée;
2) en dehors des heures régulières spécifiées ci-dessus; est considéré comme du travail supplémentaire et rémunéré en conséquence.

iii) La nuit, les heures de travail sont réparties entre les heures régulières de la fin et du commencement de l'équipe de jour. Cinquante (50) heures, au maximum, constituent une semaine régulière de travail de nuit. La durée maximum d'une nuit de travail est de 10 heures. Tout travail exécuté avant ou après les heures régulières par un salarié régulier ou surnuméraire, doit être rémunéré au taux du travail supplémentaire.

b) *Zone II:* i) *Heures régulières:* La semaine régulière de travail est de cinquante-cinq (55) heures. La journée régulière est de 7.00 a.m. à 6.00 p.m., les cinq premiers jours ouvrables de la semaine, et de 7.00 a.m. à midi le samedi.

ii) *Travail supplémentaire:* Tout travail exécuté:

1) après 10 heures dans la même journée,
2) en dehors des heures régulières spécifiées ci-dessus; est considéré comme du travail supplémentaire et rémunéré en conséquence.

iii) La nuit, les heures de travail sont réparties entre les heures régulières de la fin et du commencement de l'équipe de jour. Cinquante-cinq (55) heures, au maximum, constituent une semaine régulière de travail de nuit. La durée

messengers, permanent employees as defined in the Collective Agreement Act, or any other employee not contemplated by the foregoing paragraph 1.

ii) Shipbuilding yard employees. However and notwithstanding the following paragraph "v", should there be carried out other operations than shipbuilding or repairing, it is understood that the employees plying for twenty-four (24) hours or more in a standard work week the trades mentioned in paragraph 1 of this subsection shall be automatically subject to the decree.

iii) The students under sixteen (16) years of age in a charitable institution governed by the Public Charities Act (R.S.Q., 1941, chapter 187).

iv) The employees specifically employed at the construction or repair of elevators and governed by the decree number 131 of February 5, 1948, or by any other decree having replaced it. However, if they work inside the mechanical engineering establishment by which they are employed, it is understood that such employees when plying the trades or occupations mentioned in paragraph 1 of this subsection shall be automatically governed by the decree. The certificate of competency issued under the authority of the decree shall determine their wages as per the scale of minimum wage rates of the said decree.

v) The employees working in an establishment not principally engaged in mechanical engineering operations and covered by a private collective agreement stipulating better working conditions and higher wages than those of the present decree."

"III. *Duration of labour:* a) *Zone I, i) Regular hours:* The standard work week shall be one of forty-nine hours. The regular daily hours shall be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. the first five working days of the week, and between 7.00 a.m. and 12.00 (noon) Saturday."

ii) *Overtime:* All time worked:

1. After 9 hours in the same day;
2. in excess of the regular hours specified above shall be considered as overtime and paid accordingly.

iii) During the night, the hours of work are distributed between the regular finishing and starting time of the day shift. Fifty (50) hours, at the most, shall constitute a standard night-work week. The maximum duration of one night's work shall be 10 hours. Work performed before or after the regular hours by a regular or extra employee shall be paid the overtime rate.

b) *Zone II: i) Regular hours:* The standard work week shall be one of fifty-five (55) hours, the regular daily hours shall be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. the first five working days of the week, and between 7.00 a.m. and 12.00 (noon) Saturday.

ii) *Overtime:* All time worked:

1. after 10 hours in the same day;
2. in excess of the regular hours specified above; shall be considered as overtime and paid accordingly.

iii) During the night, the hours of work are distributed between the regular finishing and starting time of the day shift. Fifty-five (55) hours, at the most, shall constitute a standard night-work week. The maximum duration of

maximum d'une nuit de travail est de onze (11) heures. Tout travail exécuté avant ou après les heures régulières par un salarié régulier ou surnuméraire doit être rémunéré au taux du travail supplémentaire."

"IV. Taux de salaires minima: Les taux de salaires minima sont les suivants:

	Zones	
	I	II
<i>a) Compagnons</i>		
Outilleur	\$1.10	\$0.95
Traceur	1.00	0.85
Machiniste général	0.90	0.75
Modéleur	0.90	0.75
Machiniste sur tour, fraiseuse, etc.	0.85	0.70
Mécanicien de marine	0.85	0.70
Mécanicien ajusteur	0.85	0.70
Menuisier d'atelier mécanique	0.80	0.65
Préposé aux machineries:		
1ère année	0.65	0.55
2ème année	0.70	0.60
3ème année	0.75	0.65
Chaudronnier	0.85	0.70
Tôlier	0.85	0.70
Mécanicien en tuyauterie	0.85	0.70
Soudeur général	0.90	0.75
Soudeur à l'électricité ou à l'acétylène	0.85	0.70
Forgeron	0.80	0.65
Découpeur (oxyacétylène, électricité)	0.80	0.65
Carrossier	0.80	0.70
Assembleur:		
1ère année	0.55	0.50
2ème année	0.62	0.55
3ème année	0.68	0.60
4ème année	0.75	0.65
Magasinier	0.75	0.60
Camionneur	0.70	0.57
Aide	0.65	0.55
Journalier	0.60	0.50

<i>b) Apprentis</i>	Zone I			
	1ère	2ème	3ème	4ème
Tous les métiers	\$0.34	\$0.40	\$0.50	\$0.60

	Zone II			
	1ère	2ème	3ème	4ème
Tous les métiers	0.30	0.36	0.44	0.54

c) Chefs d'équipes: Les chefs d'équipes ont droit à \$0.10 de plus l'heure que leur salaire régulier.

d) Rémunération de nuit: Tout salarié faisant partie d'une équipe de nuit a droit à \$0.05 de plus l'heure que son salaire régulier."

"VII. Apprentissage: *a)* Tout apprenti commençant l'étude de son métier doit avoir au moins seize (16) ans révolus.

b) Dans le cours du premier mois de l'entrée en fonction d'un apprenti, l'employeur doit aviser par écrit, le secrétaire du Comité paritaire de telle entrée en fonction et l'apprenti doit se présenter devant le Bureau d'Examineurs afin de démontrer ses aptitudes pour telle branche des métiers assujettis au décret. Si nécessaire, la production d'un certificat médical peut être exigée. Si le futur apprenti est jugé apte physiquement et intellectuellement, et possède le degré d'instruction jugé nécessaire, le tout conformément aux dispositions énumérées ci-après, il est *ipso facto* accepté. Mais s'il ne réussit pas à passer son examen avec satisfaction, on doit lui conseiller de se diriger vers un autre métier, et l'employeur en est aussitôt avisé.

c) Tout apprenti a droit, au terme de son apprentissage et à chaque période additionnelle, de pas moins de six mois d'apprentissage, à une augmentation de 10% sur le salaire de l'apprenti de 4e année, jusqu'à ce qu'il atteigne le salaire du compagnon. Toutefois, le Bureau d'Exami-

one night's work shall be eleven (11) hours. Work performed before or after the regular hours by a regular or extra employee shall be paid the overtime rate."

"VI. Minimum wage rates: The minimum wage rates shall be as follows:

	Zones	
	I	II
<i>a) Journeymen</i>		
Toolmaker	\$1.10	\$0.95
Tracer	1.00	0.85
General machinist	0.90	0.75
Pattern-maker	0.90	0.75
Lathe, miller, etc., operator	0.85	0.70
Marine mechanic	0.85	0.70
Fitting mechanic	0.85	0.70
Joiner in a mechanical engineering shop	0.80	0.65
Machine operator:		
1st year	0.65	0.55
2nd year	0.70	0.60
3rd year	0.75	0.65
Boilermaker	0.85	0.70
Tinsmith	0.85	0.70
Pipe mechanic	0.85	0.70
General welder	0.90	0.75
Welder (electricity, acetylene)	0.85	0.70
Blacksmith	0.80	0.65
Cutter (oxyacetylene, electricity) ..	0.80	0.65
Body worker	0.80	0.70
Assembler:		
1st year	0.55	0.50
2nd year	0.62	0.55
3rd year	0.68	0.60
4th year	0.75	0.65
Storeman	0.75	0.60
Truck driver	0.70	0.57
Helper	0.65	0.55
Labourer	0.60	0.50

<i>b) Apprentices:</i>	Zone I			
	1st	2nd	3rd	4th
All trades	\$0.34	\$0.40	\$0.50	\$0.60

	Zone II			
	1st	2nd	3rd	4th
All trades	\$0.30	\$0.36	\$0.44	\$0.54

c) Gang foremen: Gang foremen shall receive \$0.10 more per hour than their regular rate of pay:

d) Night work: Every night-shift employee shall receive \$0.05 more per hour than his regular rate of pay."

"VII. Apprenticeship: *a)* Every apprentice beginning the study of his trade shall be at least sixteen (16) years old.

b) During the first month of apprenticeship the employer shall notify, in writing, the Secretary of the Parity Committee of such indentures and the apprentice shall sit before the Board of Examiners so that his fitness for that particular branch of the trades governed by the decree may be determined. If necessary, a doctor's certificate shall be required. Should the future apprentice be deemed physically and mentally fit and possess the necessary education, pursuant to the provisions hereafter set forth, he shall be *ipso facto*, accepted. But, should he fail in his examination, he will be advised to take up another trade, and the employer shall immediately be so notified.

c) Every apprentice is entitled, at the expiration of his apprenticeship period, and after every additional period of not less than six months, to an increase of 10% on the wages of the 4th-year apprentice, until the journeyman's rate is attained. However, the Board of Examiners

nateurs doit faire subir un examen à tout apprenti qui, au terme de son apprentissage, en fait la demande au secrétaire du Comité paritaire. Cet examen peut être répété à toute période additionnelle d'une année d'apprentissage.

d) Le nombre d'heures de travail réellement effectuées, soit deux mille cinq cents (2500) heures, constitue une année d'apprentissage. Toutefois, toute année scolaire complétée par des examens passés avec succès dans une école reconnue par le Comité paritaire et enseignant les métiers requérant un apprentissage et prévus à l'alinéa 1 du paragraphe "c" de l'article II peut être acceptée comme une année d'apprentissage pour les fins d'application du décret.

e) Les heures de travail des apprentis sont les mêmes que celles des compagnons. Il n'y a du travail supplémentaire pour les apprentis dans un établissement que si la proportion des compagnons par rapport aux apprentis tel qu'établie par le décret, est observée.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 juin 1949.

25128-0

shall examine every apprentice who, at the end of his apprenticeship, makes a request to that effect to the secretary of the Parity Committee. Such examination may be repeated after every additional apprenticeship period of one year.

d) The number of hours actually worked, i.e. two thousand five hundred (2,500), constitutes one year of apprenticeship. However, any school term completed with successful examinations in a school recognized by the Parity Committee and teaching the trades mentioned in paragraph 1 of subsection "c" of section II and for which an apprenticeship is indicated, may be accepted as one year of apprenticeship for the purposes of enforcement of the decree.

e) The hours of work of apprentices are the same as those of journeymen. There shall be no overtime for apprentices in an establishment unless the proportion of journeymen in respect of apprentices, as hereby established, is observed."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 11, 1949.

25128-0

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE ST-FRANÇOIS — BAR OF ST-FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Leblanc.	Joseph Charles.	23	15, Prospect. Sherbrooke	Séminaire St-Charles-Borromée, Sherbrooke; Loyola College Montréal; Université d'Ottawa, Ottawa.

Sherbrooke, le 30 mai 1949 — Sherbrooke, May 30, 1949.

Le Secrétaire du Barreau de St-François,
JEAN-L. PELOQUIN,
Secretary of the Bar of St. Francis.

25059-22-2

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Barrette.	Raphael.	24	Valleyfield.
Fortier.	Gill.	21	Saint-Hyacinthe.
Blanchet.	Jean-Paul.	28	Upton.

Saint-Jean, 3 juin 1949 — St. John, June 3, 1949.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
ADELARD FORGET, Jr.,
Secretary of the Bar of Richelieu.

25107-23-2-0

BARREAU DE ST-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT

CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Beaudry.....	Paul.....	27	27, Brooks, Sherbrooke.

Sherbrooke, le 3 juin 1949 — Sherbrooke, June 3, 1949.

Le Secrétaire du Barreau de St-François,
JEAN-L. PELOQUIN,
Secretary of the Bar of St. Francis.

25108-23-2-o

BARREAU D'ARTHABASKA — BAR OF ARTHABASKA

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT

CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Parenteau.....	Roger.....	27	L'Avenir.....	Séminaire de Nicolet.

Victoriaville, le 7 juin 1949 — Victoriaville, June 7, 1949.

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
LAURENT TROTTIER,
The Secretary of the Bar of Arthabaska.

25117-23-2-o

BARREAU DE BEDFORD — BAR OF BEDFORD

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT

CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Marquis.....	Jean.....	20	Granby.....	Séminaire de Saint-Hyacinthe.

Granby, le 7 juin 1949 — Granby, June 7, 1949.

Le Secrétaire du Barreau de Bedford,
HENRI LIZOTTE,
Secretary of the Bar of Bedford.

25118-23-2-o

Sièges sociaux

Head Offices

Avis est donné que la compagnie "LeBel Construction Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 juin 1944, et ayant son bureau principal à 5571 Avenue Canterbury, Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui, l'a transporté à 2052 rue Ste-Catherine Ouest, Chambre 206, Montréal 25.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 18 mai 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
F. LEVERT.

25101-o

Notice is hereby given that the company "LeBel Construction Limited", incorporated by letters patent dated the 7th day of June 1944, and having its head office at 5571 Canterbury Avenue, Montreal, where its office has been situated up to date, has moved it to 2052 St. Catherine Street West, Room 206, Montreal 25.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 18th day of May, 1949.

F. LEVERT,
Secretary-Treasurer.

25101

Province de Québec — District de Montmagny

Avis est donné que la compagnie "Jos Poitras & Fils Ltée—Jos Poitras & Sons Ltd", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 27 janvier 1948, et ayant, en vertu des dites lettres patentes, son siège social à l'Islet-Station, dans le district de Montmagny, a établi son bureau principal et son dit siège social à l'Islet-Station, dans l'édifice de la compagnie, près de la Station de l'Islet.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau de la compagnie est considéré comme son bureau principal.

Donné à l'Islet-Station ce quatorzième jour de mai 1949.

Le Président,
J. E. COLLIN.

Le Secrétaire,
H. BERNATCHEZ.

25100-o

Canada, Province de Québec

Avis de situation du siège social de "Steam and Industrial Equipment Limited"

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Steam and Industrial Equipment Limited", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 avril 1949, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, S.R.Q. 1941, c. 276, et ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, a établi son bureau à 4077 rue St-Denis, en la cité de Montréal, district de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 29 avril 1949.

STEAM AND INDUSTRIAL EQUIPMENT LIMITED,
Par le Président et officier dûment autorisé,
25102 L. L. ROQUET.

MAGASINS NOVA STORES LTÉE-LTD.

Avis de changement d'adresse du bureau principal de la Compagnie

Avis est donné que la compagnie "Magasins Nova Stores Ltée, Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 janvier 1949, et ayant son bureau principal en les cité et district de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au N° 2260 de la rue Desjardins, l'a transporté au N° 10,905 de la rue Lajeunesse.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 7ième jour de juin 1949.

(Sceau)

Secrétaire,

25126-o

J. R. DESROSIERS.

LAURENTIDE AVIATION LIMITED

Avis est donné que la compagnie Laurentide Aviation Limited, un corps incorporé, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 24 mars 1949, et ayant son siège social dans la paroisse de Saint-Laurent, a établi son siège social à l'aéroport de Cartierville, Cartierville.

Province of Quebec — District of Montmagny

Notice is given that the company "Jos Poitras & Fils Ltée—Jos. Poitras & Sons Ltd.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec, under date of January 27, 1948, and having, in virtue of said letters patent, its head office at l'Islet-Station, in the district of Montmagny, has established its said head office and legal domicile at l'Islet-Station, in the company's building, near the l'Islet Station.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at l'Islet-Station, this fourteenth day of May, 1949.

J. E. COLLIN,
President.

H. BERNATCHEZ,
Secretary.

25100

Canada, Province of Quebec

Notice of the situation of the Head Office of "Steam and Industrial Equipment Limited"

Notice is hereby given that "Steam and Industrial Equipment Limited", a company incorporated by Letters Patent under Part I of the Quebec Companies' Act, R.S.Q. 1941, c. 276 on the 29th April, 1949, and having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, has established its office at 4077 St. Denis St., in the city of Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal this 29th day of April, 1949.

STEAM AND INDUSTRIAL EQUIPMENT LIMITED,
L. L. ROQUET,
25102-o Per President and duly authorized officer.

MAGASINS NOVA STORES LTÉE-LTD.

Notice of the change in the address of the Head Office.

Notice is hereby given that the "Magasins Nova Stores Ltée, Ltd", company incorporated by letters patent, on the 20th day of January, 1949, and having its head office in the City and District of Montreal, where its office was situated up to to-day, at No. 2260 Desjardins St., has moved it to No. 10,905 Lajeunesse St.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 7th day of June 1949.

(Seal)

J. R. DESROSIERS,

Secretary.

25126-o

LAURENTIDE AVIATION LIMITED

Notice is hereby given that Laurentide Aviation Limited, a body corporate, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated the 24th day of March, 1949, and having its head office in the Parish of Saint-Laurent, has established its head office at Cartierville Airport, Cartierville.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 21 avril dix-neuf cent quarante-neuf.

Le Secrétaire,

DONALD SCHOLEFIELD.

25125

Avis est donné que la compagnie Inspiration Mining and Development Company, Limited, constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, le trois octobre 1934, et ayant son siège social à Amos, Québec, au numéro civique 102 ouest, dixième avenue, où son bureau était situé jusqu'à ce jour, l'a transporté à 355 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, le 1er juin 1949.

INSPIRATION MINING AND DEVELOPMENT
COMPANY, LIMITED

Le Secrétaire-trésorier,

F. D. LAMONT.

25130

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 21st day of April, nineteen hundred and forty-nine.

DONALD SCHOLEFIELD,

Secretary.

25125-o

Notice is hereby given that Inspiration Mining and Development Company Limited, incorporated by Letters Patent under The Quebec Companies' Act on the third day of October, 1934, and having its head office in Amos, Quebec, at civic number 102 Tenth Avenue West, where its office was situated up to today, has moved it to 355 St. James Street West, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, Quebec, this first day of June, 1949.

INSPIRATION MINING AND DEVELOPMENT
COMPANY, LIMITED

F. D. LAMONT,

Secretary-Treasurer.

25130-o

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE MAGOG
Comté de Stanstead

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à 8 heures de l'après-midi, jeudi le 7 juillet 1949 pour l'achat de \$190,000.00, d'obligations de la Ville de Magog, datées du 1er mai 1949 et remboursables en séries du 1er mai 1950 au 1er mai 1969 inclusivement. Les soumissions pourront être faites pour des obligations portant intérêt à un taux ne devant pas excéder 3½% payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux offert pourra être le même pour toute l'émission ou il pourra varier selon les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — 20 — \$190,000.00

Année	Montant
1950	\$8,500.00
1951	8,500.00
1952	8,500.00
1953	8,500.00
1954	8,500.00
1955	8,500.00
1956	9,500.00
1957	9,500.00
1958	9,500.00
1959	9,500.00
1960	9,500.00
1961	9,500.00
1962	9,500.00
1963	9,500.00
1964	9,500.00
1965	10,500.00
1966	10,500.00
1967	10,500.00
1968	10,500.00
1969	11,500.00

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF MAGOG
County of Stanstead

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to eight o'clock in the evening, on Thursday, July 7th, 1949, for the purchase of \$190,000 of bonds of the town of Magog, dated May 1st, 1949, and redeemable serially, from the 1st of May, 1950, to the 1st of May, 1969 inclusively. The tenders may be made for bonds bearing interest at a rate not exceeding 3½% payable semi-annually, on the 1st of May and 1st of November of each year. The rate offered may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — 20 years — \$190,000.00

Year	Amount
1950	\$8,500.00
1951	8,500.00
1952	8,500.00
1953	8,500.00
1954	8,500.00
1955	8,500.00
1956	9,500.00
1957	9,500.00
1958	9,500.00
1959	9,500.00
1960	9,500.00
1961	9,500.00
1962	9,500.00
1963	9,500.00
1964	9,500.00
1965	10,500.00
1966	10,500.00
1967	10,500.00
1968	10,500.00
1969	11,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Magog.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair à toute échéance d'intérêt, en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts refondus de Québec 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance, du conseil municipal qui sera tenue à 8 heures de l'après-midi, jeudi le 7 juillet 1949 à la salle municipale de la ville de Magog.

Le conseil municipal se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Magog, (comté de Stanstead), ce 11 juin 1949.
Le Secrétaire-trésorier,
25122-0 A. GIRARD.

Capital and interest shall be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec, or at Magog.

These bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date, under authority of the provisions of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds will be called for redemption in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Municipal Council, to be held at eight o'clock in the evening on Thursday, the 7th of July, 1949, at the Municipal Hall of the town of Magog.

The Municipal Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Magog, (County of Stanstead) June 11, 1949.
A. GIRARD,
25122 Secretary Treasurer.

Vente par licitation

Canada, province de Québec, district de Québec
Cour Supérieure. No 54,446.

EUGENE FLEURY, demandeur vs LÉGARÉ & AL., défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le cinquième jour de mai 1949, dans une cause dans laquelle Eugène-Émile Fleury, journalier, domicilié à Charlesbourg-Ouest, district de Québec, est demandeur et Jean-Baptiste Légaré, Joseph Légaré, Marie-Élisabeth Légaré, Yvonne Légaré, Marie-Aline Fleury, Anna-Marie Fleury, René Fleury sont défendeurs et Philémon Couture et Roger Noël, mis en cause, lequel jugement ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit, savoir: Un lopin de terre situé dans la paroisse de Charlesbourg, concession St-Bernard, de figure irrégulière, contenant un arpent et demi de largeur sur cinq arpents du côté nord-est et deux arpents et demi du côté sud-ouest de profondeur, plus ou moins, borné au sud-est par le chemin public et du côté nord-est par la terre de M. Arthur Beaulieu, représentant J. B. Beaulieu, et du côté sud-ouest par celle de Rosario Bédard, représentant Onésime Simard, connu et désigné sous les numéros cent quatre-vingt-trois, cent quatre-vingt cinq et cent quatre-vingt cinq A (183, 185 et 185A) tous du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, contenant en superficie environ cinq arpents et soixante-seize perches, plus ou moins, sauf à distraire du dit lopin de terre:

a) la partie vendue pour le passage de la ligne du chemin de fer Québec et Lac St-Jean, suivant acte sous seing privé le 15 juillet 1890, enregistré au bureau d'enregistrement de Québec le 18 juillet 1890 sous le numéro K-I-83, faisant partie des dits lots 183, 185 et 185A du cadastre de Charlesbourg et contenant en superficie un arpent et soixante-dix perches;

Sale by Licitaton

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. Superior Court No. 54,446.

EUGENE FLEURY, plaintiff; vs LÉGARÉ & AL., defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, on the fifth day of May, 1949, in a case wherein Eugène-Émile Fleury, labourer, domiciled at "Charlesbourg-ouest", district of Quebec, is plaintiff; and Jean-Baptiste Légaré, Joseph Légaré, Marie-Élisabeth Légaré, Yvonne Légaré, Marie Aline Fleury, Anna-Marie Fleury, René Fleury, are defendants; and Philémon Couture and Roger Noël, Mis en Cause, said judgment ordering the licitation of the immovables designated as follows, to wit: A parcel of land situate in the parish of Charlesbourg, St. Bernard Concession, of irregular figure, measuring one and one half arpent in width by five arpents on the northeast side and two and one half arpents on the southwest side, in depth, more or less, bounded on the southeast by the public road, and on the northeast side by the land of Mr. Arthur Beaulieu, representing J. B. Beaulieu, and on the southwest side by that of Rosario Bédard, representing Onésime Simard, known and designated under numbers one hundred and eighty-three, one hundred and eighty-five and one hundred and eighty-five A (183, 185 and 185A) all of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, containing about five arpents and seventy-six perches in superficial area, more or less, save to be deducted from said parcel of land:

a) The part sold for the Quebec and Lake St. John Railway Line right of way, according to a deed, by private agreement, of July 15, 1890, registered at Quebec Registry Office, July 18, 1890, under No. K-I-83, forming part of said lots 183, 185 and 185A, of the cadastre for Charlesbourg and containing a superficial area of one arpent and seventy perches;

b) la partie appartenant aujourd'hui à M. Jules Chabot, faisant partie du dit lot numéro 183 du cadastre de Charlesbourg, de figure irrégulière, contenant quatre-vingts pieds depuis le chemin public allant vers le nord-est suivant la clôture qui sépare l'emplacement de M. Gaudiose Beaulieu ou représentants et cinquante-deux pieds depuis l'extrémité nord des dits 80 pieds en allant vers l'ouest et 96 pieds, sur le chemin public au sud du dit emplacement mesure anglaise, borné le dit emplacement au nord par la terre des représentants de Joseph Légaré, au sud par le chemin public, au nord-est par la terre de Arthur Beaulieu, le tout tel que décrit au long dans un acte de vente consenti par Vve Georges Fleury à M. Jules Chabot, enregistré au bureau d'enregistrement, devant R. Bélanger, notaire, le 1er avril 1945 et enregistré le lendemain à Québec sous le numéro 294031-B-597.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le 30 juin 1949, devant le protonotaire, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour.

Tout enchérisseur devra accompagner son offre d'une consignation de deux cents dollars (\$200.00).

Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, 20 mai 1949.

Vraie copie,

Les Procureurs du demandeur,
LÉTOURNEAU & PARADIS.

LÉTOURNEAU & PARADIS,
Procureurs du demandeur. 25003-21-2-x

b) The part actually belonging to Mr. Jules Chabot, forming part of said lot number 183 of the cadastre for Charlesbourg, of irregular figure, containing eighty feet from the public road, running northeast, following the fence separating the emplacement of Mr. Gaudiose Beaulieu or representatives and fifty-two feet from the northern extremity of said 80 feet running westward and 96 feet on the public road on the south of said emplacement, English measure, said emplacement bounded on the north by the land of the representatives of Joseph Légaré, on the south by the public road, on the northeast by the land of Arthur Beaulieu, the whole as described at length in a deed of sale consented by Widow Georges Fleury to Mr. Jules Chabot, registered at the Registry Office, before R. Bélanger, notary, on April 1st, 1945, and registered the following day, at Quebec, under number 294031-B-597.

The immovable hereinabove designated will be put up for auction and adjudged to the highest and last bidder, on June 30, 1949, before the Prothonotary, in the Court Room of the Court House at Quebec, subject to the charges, clauses and conditions, indicated in the list of charges, filed at the office of the Prothonotary of the said Court.

Every bidder's offer must be accompanied by a deposit of two hundred dollars (\$200).

Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the date fixed, as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to produce the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Quebec, May 20, 1949.

True Copy,

LÉTOURNEAU & PARADIS,
Attorneys for the Plaintiff.

LÉTOURNEAU & PARADIS,
Attorneys for the Plaintiff. 25003-21-2

VENTES PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Percé, P.Q., { ROBIN JONES & WHITMAN
No. 2965 } LIMITED, un corps incorporé et politique, ayant son siège social à Paspébiac, comté de Bonaventure et un bureau au village de Gaspé, province de Québec, demanderesse, vs Maurice Villecourt, journalier, de St-Majorique, comté de Gaspé, défendeur.

Une certaine maison érigée sur une partie du lot numéro 2-B, dans le premier rang sud du canton de Sydenham, propriété de Maurice Villecourt, dans le comté de Gaspé, province de Québec.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Majorique, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN 1949, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, M. J. FURLONG.
Percé, P.Q., 16 mai 1949. 24968-20-2
[Première insertion, 21 mai 1949]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Percé, P.Q., { ROBIN JONES & WHITMAN
No. 2965 } LIMITED, a body corporate and politic, having its head office at Paspébiac, County of Bonaventure and a branch office at the village of Gaspé, Province of Quebec. Plaintiff vs MAURICE VILLECOURT, Labourer of St-Majorique, County of Gaspé, defendant.

A certain house erected on part of lot number 2-B, in the first Range South of the Township of Sydenham, property of Maurice Villecourt, in the county of Gaspé, Province of Quebec.

To be sold at the parochial church door of St-Majorique on the TWENTY-SECOND day of JUNE, 1949, at TEN o'clock in the forenoon,

M. J. FURLONG, Sheriff.
Percé, P.Q. May 16th, 1949. 24968-20-2-o
[First insertion, May 21, 1949]

JOLIETTE

Cour Supérieure

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province de Québec, { **GÉRARD PRES-**
District de Montréal, { **SEAU**, entrepreneur-
No. 257535 { électricien, de la cité de

Saint-Jean, district d'Iberville, demandeur, vs,
GEORGES NADEAU, de la cité et du district
de Montréal, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

"Un morceau de terre de forme irrégulière situé à Notre-Dame de la Merci, connu et désigné comme étant partie du lot de terre numéro quatorze (P.L. 14) du neuvième rang du canton de Chilton, lequel morceau de terre peut être spécialement décrit comme suit: comprenant tout le terrain en dedans d'une ligne imaginaire qui partirait d'un point sur le côté ouest du chemin du lac Ouareau à quinze pieds au sud d'une clôture dans une direction ouest en droite ligne et perpendiculairement à la ligne du chemin du lac Ouareau pour atteindre la ligne sud du terrain de Brien & Dauphin, de là suivant, cette ligne vers le nord-Ouest jusqu'au lac Ouareau, de là suivant le bord du lac vers l'ouest, le sud et l'est jusqu'à une autre ligne imaginaire qui serait tirée parallèlement à la ligne du point de départ et à une distance de trois cent quatre-vingt-cinq pieds (385') au sud de cette ligne, irait dans une direction est une distance de trois cents pieds (300') jusqu'au chemin du lac Ouareau et finalement tournant vers le nord en suivant ce chemin jusqu'à une distance de quinze pieds (15') au sud de la clôture qui sert de point de départ. Le tout est borné au sud partie par le vendeur et partie par le lac, au nord partie par le vendeur, partie par Brien & Dauphin et partie par le lac, au haut est par le chemin du lac Ouareau et au haut ouest par le lac; avec toutes les bâtisses construites sur ledit morceau de terre."

Pour être vendu au bureau du registraire du comté de Montcalm, en la paroisse de Sainte-Julienne-de-Rawdon, dans le district de Joliette, le TREIZE JUILLET 1949, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **ROLAND PERRAULT**.

Joliette, le 4 juin 1949. 25109-23-2-o

[Première insertion, 11 juin 1949]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **BANQUE DE MONT-**
{ **RÉAL**, demanderesse,
No 269,201. { vs **DONALD IAN MC-**
{ **ALPINE**, défendeur.

Cet emplacement ayant front sur la quarante-et-unième avenue, dans la cité de Lachine, connu et désigné comme étant la subdivision numéro neuf du lot originaire numéro cent cinquante-deux (152-9) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, mesurant cent dix pieds de largeur en front et soixante-deux pieds de largeur en arrière par une profondeur de cent douze pieds et trente-trois centièmes d'un pied dans sa ligne sud-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées, comprenant celle portant le numéro civique 378 (autrefois 56) de ladite quarante-et-unième avenue et un garage, comme le tout se trouve présentement avec tous les

JOLIETTE

Superior Court

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province of Quebec, { **GÉRARD PRES-**
District of Montreal, { **SEAU**, electrical con-
No. 257535 { tractor, of the city of

Saint John's, district of Iberville, plaintiff, vs
GEORGES NADEAU, of the city and district
of Montreal, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

"A parcel of land of irregular figure, situate at Notre-Dame de la Merci, known and designated as being part of lot of land number fourteen (Pt. L. 14) in the ninth range of the township Chilton, said lot of land may be specially described as follows: comprising all the land inside of a supposed line starting from a point on the west side of Lake Ouareau road, fifteen feet distant, on the south, from a fence in the western direction in a straight line and perpendicularly on to the line of the of Lake Ouareau, to reach the south line of the land of Brien & Dauphin, thence, following said line towards the north-west, up to Lake Ouareau, thence, following the side of the lake towards the west, the south and the east, up to another supposed line which would be drawn parallel to the line of the starting point, and at a distance of three hundred and eighty-five feet (385') on the south of said line, would be running in an easterly direction, on a distance of three hundred feet (300') up to the road of Lake Ouareau, and finally, turning towards the north, and following said road up to a distance of fifteen feet (15') on the south of the fence which serves as starting point. The whole is bounded on the south partly by the vendor and partly by the lake, on the north partly by the vendor, partly by Brien & Dauphin and partly by the lake, on the upper east by the road of Lake Ouareau and on the upper west by the lake; with all the buildings erected on the said parcel of land."

To be sold at the office of the Registrar of the County of Montcalm, in the parish of Sainte-Julienne-de-Rawdon, in the district of Joliette, on the THIRTEENTH of JULY, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,

Sheriff's Office,

Joliette, June 4, 1949.

[First insertion, June 11, 1949]

Sheriff.

25109-23-2-o

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **BANK OF MONTREAL**
{ plaintiff; vs **DONALD**
No. 269,201. { **IAN MCALPINE**, defen-
{ **dant**.

That emplacement fronting on Forty-First Avenue, in the City of Lachine, known and designated as being subdivision number Nine of Original Lot number One Hundred and Fifty-Two (152-9) upon the Official Plan and Book of Reference of the Town of Lachine, measuring one hundred and ten feet in width in front and sixty-two feet in width in rear, by a depth of one hundred and twelve feet and thirty-three hundredths of a foot in its south Westerly line, English measure and more or less, with all the buildings thereon erected, including that bearing civic number 378 (formerly 56) of said Forty-First Avenue, and a garage, as the whole now is with all the rights,

droits, membres et appartenances y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 14ème jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,
Montréal, 8 juin 1949.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE.
25120-23-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. — District de Joliette

Montréal, à savoir: { LÉOPOLD SAINT-JEAN, demandeur;
N° 8991. { vs MARCEL MATHIEU, défendeur.

1. Un lot de terre vacant ayant front sur la rue Vauquelin, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro six cent soixante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent soixante-dix-sept (477-665) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet;

2. Un lot de terre ayant front sur la rue Vauquelin, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro six cent soixante-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent soixante-dix-sept (477-666) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, avec toutes bâtisses dessus érigées.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles et sans aucune exception ni réserve.

Pour être vendu "en Bloc", à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Un dépôt de \$102.00, sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur, suivant jugement du 17 mai 1949.

Bureau du Shérif,
Montréal, 18 mai 1949.
[Première insertion, 21 mai 1949]

Le Shérif,
L.-P. CAISSE.
24983-20-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LOUIS PHILIPPE PELLETIER, contremaitre,
N° 49-439. { de Loretteville, district de Québec, contre LA CITÉ DE QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son principal bureau d'affaires en la Cité de Québec, — saisi comme appartenant au dit demandeur, à savoir:

Les subdivisions Nos 19, 20 et 21 (dix-neuf, vingt et vingt-et-un) du lot N° 721 (sept cent vingt-et-un) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant des lots de terres situés maintenant sur la rue Des Saules dans le quartier Limoilou, de la Cité de Québec, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la Cité de Québec, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, JOS-ALBERT DELAGE.
Québec, 8 juin 1949. 25121-23-2-o
[Première insertion: 11 juin 1949]
[Deuxième insertion: 25 juin 1949]

Le Député-Shérif,
JOS-ALBERT DELAGE.

members and appurtenances thereto attached, without any exception nor reserve.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JULY, next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Montreal, June 8, 1949.

L. P. CAISSE,
Sheriff.
25120-23-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. — District of Joliette

Montreal, to wit: { LÉOPOLD SAINT-JEAN, plaintiff; vs
No. 8991. { MARCEL MATHIEU, defendant.

1. A vacant lot of land fronting on Vauquelin Street, in the city of Montreal, known and designated under number six hundred and sixty-five of the official subdivision of the original lot number four hundred and seventy-seven (477-665) on the official plan and in the book of reference for the parish of Sault-au-Récollet;

2. A lot of land fronting on Vauquelin Street, in the city of Montreal, known and designated under number six hundred and sixty-six of the official subdivision of the original lot number four hundred and seventy-seven (477-666) of said official plan and book of reference for the parish of Sault-au-Récollet, with all buildings thereon erected.

As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to said immovables, without any exception or reserve.

To be sold "en Bloc", at my office in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$102 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of May 17, 1949.

Sheriff's Office,
Montreal, May 18, 1949.
[First insertion, May 21, 1949]

L. P. CAISSE,
Sheriff.
24983-20-2

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { LOUIS PHILIPPE PELLETIER, foreman, of Loretteville, district of Quebec, against THE CITY OF QUEBEC, a body politic and corporate, having its head office in the city of Quebec, — seized as belonging to said plaintiff, to wit:

Subdivisions Nos. 19, 20 and 21 (nineteen, twenty and twenty-one) of lot No. 721 (seven hundred and twenty-one) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, being lots of land now situate in des Saules street, in Limoilou ward of the city of Quebec, — circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the FIFTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, June 8, 1949. 25121-23-2
[First insertion: June 11, 1949]
[Second insertion: June 25, 1949]

JOS-ALBERT DELAGE,
Deputy Sheriff.

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, { D E N I S S. BA-
 District de St-François, { CHAND, de la
 Sherbrooke, { ville de Coaticook,
 N° 7150 { dans le district de St-
 François, négociant, demandeur, vs EMILE
 GAUDREAU, du canton de Compton, dans le
 district de Saint-François, défendeur.

Comme appartenant au défendeur :

"Une propriété au canton de Compton étant
 les lots de cadastre Seize-N (16-N) dans le sep-
 tième rang et Seize-G (16-G) dans le huitième
 rang, dans le dit canton de Compton, avec bâ-
 tisses dessus érigées, circonstances et dépendan-
 ces, sujet à la servitude d'entretenir la clôture
 dans sa ligne Ouest."

Pour être vendus "en bloc", à la porte de
 l'église paroissiale de St-Thomas d'Aquin de
 Compton, MARDI, le DOUZE JUILLET
 1949, à DIX heures a.m. (heure avancée).

Le Shérif,
 Bureau du Shérif, J. P. C. LEMIEUX.
 Sherbrooke, ce 8 juin 1949 25119-23-2-o
 [Première insertion le 11 juin 1949]

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris.

Superior Court, { D E N I S S. BA-
 District of St. Francis, { CHAND, of the
 Sherbrooke, { town of Coaticook,
 No. 7150 { district of St. Fran-
 cis, trader, plaintiff, vs EMILE GAUDREAU,
 of the township of Compton, district of St. Fran-
 cis, defendant.

As belonging to the defendant :

"A property in the township of Compton
 being the cadastral lots Sixteen-N (16-N) in
 the seventh range and Sixteen-G (16-G) in the
 eighth range, in the said township of Compton,
 with the buildings thereon erected, circumstances
 and dependencies, subject to the servitude to
 keep the fence in repair in its west line."

To be sold "en bloc" at the door of the pa-
 rochial church of St. Thomas d'Aquin of Com-
 ton, TUESDAY, the TWELFTH of JULY
 1949, at ten in the forenoon. (daylight saving
 time).

J. P. C. LEMIEUX,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Sherbrooke, this 8th of June 1949. 25119-23-2-o
 [First insertion the 11th of June 1949]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure

Dans une cause dans laquelle

Canada, { EDMOUR, AL-
 Province de Québec, { DEGE & LÉ-
 District des Trois-Rivières, { ANDRÉ PAIN-
 N° 10283 { CHAUD, tous trois
 marchands de bois de la cité de Shawinigan-Falls,
 et y faisant affaires sous la raison sociale de Pain-
 chaud & Frère, étaient demandeurs, vs ONIL
 MATTEAU, du Village de la Baie Shawinigan,
 était défendeur, & L. Z. Bertrand & J. A. Lemire,
 tous deux registrateurs de la division d'enregist-
 rement de Trois-Rivières, étaient mis-en-cause,
 Les dits Edmour, Aldège & Léandre Painchaud,
 demandeurs, Le dit Onil Matteau, défendeur,

Comme appartenant au dit défendeur, savoir :

Deux (2) lots de terre situés au village de la
 Baie Shawinigan et portant les numéros Trois (3)
 de subdivision du lot numéro dix-neuf (19) de
 subdivision du lot originaire numéro six (6-19-3)
 et quatre (4) de subdivision du lot numéro dix-
 neuf (19) de subdivision du lot originaire numéro
 six (6-19-4), aux plans et livres de renvoi officiels
 du cadastre de la paroisse de St-Boniface, avec
 bâtisses et dépendances y dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église du village
 de Baie Shawinigan, comté de St-Maurice,
 MARDI, le VINGT-ET-UNIÈME jour de JUIN
 mil neuf cent quarante-neuf, à DIX heures du
 matin (heure avancée).

Le Shérif,
 Bureau du shérif, L. P. MERCIER.
 Trois-Rivières, le 18 mai, 1949. 24984-20-2-o
 [Première insertion, 21 mai 1949]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court

In a case wherein

Canada, { EDMOUR, AL-
 Province of Quebec, { DEGE & LÉ-
 District of Trois-Rivières, { ANDRÉ PAIN-
 No. 10283 { CHAUD, all three
 lumber merchants, of the city of Shawinigan-
 Falls, and there carrying on business under the
 firm name of Painchaud & Frère, were plain-
 tiffs; vs ONIL MATTEAU, of the village of Sha-
 winigan Bay, was defendant; & L. Z. Bertrand
 & J. A. Lemire, both Registrars of the Registra-
 tion Division of Trois-Rivières, were Mis-en-Cau-
 se, The said EDMOUR ALDEGE & LÉANDRE
 PAINCHAUD, plaintiffs; the said Onil Matteau,
 defendant.

As belonging to said defendant, to wit :

Two (2) lots of land situate in the village of
 Shawinigan Bay and bearing numbers three (3)
 of the subdivision of lot number nineteen (19) of
 the subdivision of the original lot number six
 (6-19-3) and four (4) of the subdivision of lot
 number nineteen (19) of the subdivision of the
 original lot number six (6-19-4) on the official
 cadastral plan and in the book of reference for
 the parish of St-Boniface — with buildings and
 dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the village of
 Shawinigan Bay, county of St-Maurice, on
 TUESDAY, the TWENTY-FIRST day of JUNE
 nineteen hundred and forty-nine, at TEN o'clock
 in the forenoon (Daylight Saving Time).

L. P. MERCIER,
 Sheriff's Office, Sheriff.
 Trois-Rivières, May 18, 1949. 24984-20-2
 [First insertion, May 21st, 1949]

Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 23Index of the Quebec Official
Gazette, No. 23

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Lebeau vs Foisy..... 1424

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Lebeau vs Foisy 1424

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

593 — Industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'île de Montréal..... 1425

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1413

AVIS DIVERS:

Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-François d'Assise (Fondation).... 1433
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Ubalde (Fondation)..... 1432
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Zénon (Fondation)..... 1432
Fluorescent Service Ltd (Directeurs)... 1432
Inspiration Mining and Development Company, Limited (Règlement)..... 1433
Jos. Poitras & Fils, Ltée — Jos. Poitras & Sons, Ltd (Directeurs)..... 1431
La Caisse Populaire de Saint-Charles-Borromée (Fondation)..... 1432
La Sarre, village (Changement de nom) 1431
L'Association Catholique des Institutrices Laïques de Jonquière et Kénogami, Inc. (Changement de nom).... 1431
La Tribune, Limitée (Directeurs)..... 1433
Syndicat de Travail de St-Blaise (Fondation)..... 1431
Syndicat de l'U.C.C. de St-Paul-de-l'Île-aux-Noix (Fondation)..... 1432

CHARTES — ABANDON DE:

Firestone Sportswear Ltd..... 1433
Pop's Hobby Shoppe Limited..... 1434
Société d'Art Contemporain..... 1434

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:
Grenville (protestante)..... 1437
Lauzon..... 1434
L'Île-Perrot-Nord..... 1436
Maniwaki..... 1435
Mille Isles No 3 (Protestante)..... 1435
Notre-Dame-Auxiliatrice..... 1435
St-Gédéon, village..... 1436
St-Jean-Baptiste-d'Ascot..... 1438
St-Maurice-de-Bois-Filion..... 1437
St-Robert-Bellarmin..... 1438
St-Thècle, paroisse..... 1434
St-Tite..... 1434

TERRES ET FORÊTS:

Service du cadastre:
Beauport, paroisse..... 1438
Brassard, canton..... 1439
Dubuisson, canton..... 1439
Lussier, canton..... 1439
St-Félix du Cap-Rouge, paroisse.... 1439

TRAVAIL:

Industrie de la construction et réparation mécanique, district judiciaire de Québec, *et al* (Modification)..... 1440

EXAMENS DU BARREAU:

Arthabaska, étude du droit..... 1445
Bedford, étude du droit..... 1445
Richelieu: pratique du droit..... 1444
St-François: pratique du droit..... 1445
St-François: étude du droit..... 1444

LETTRES PATENTES:

Alpers & Son Inc..... 1414
Best Textile Furs Co. Ltd..... 1415

ORDER IN COUNCIL:

593 — Sheet metal products fabricating industry in the Island of Montreal.. 1425

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1413

MISCELLANEOUS NOTICES:

Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-François d'Assise (Fondation).... 1433
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Ubalde (Fondation)..... 1432
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Zénon (Fondation)..... 1432
Fluorescent Service Ltd (Directeurs)... 1432
Inspiration Mining and Development Company, Limited (By-law)..... 1433
Jos. Poitras & Fils, Ltée — Jos. Poitras & Sons, Ltd (Directeurs)..... 1431
La Caisse Populaire de Saint-Charles-Borromée (Fondation)..... 1432
La Sarre, village (Change of name).... 1431
L'Association Catholique des Institutrices Laïques de Jonquière et Kénogami, Inc. (Change of name)..... 1431
La Tribune, Limitée (Directeurs)..... 1433
Syndicat de Travail de St-Blaise (Fondation)..... 1431
Syndicat de l'U.C.C. de St-Paul-de-l'Île-aux-Noix (Fondation)..... 1432

CHARTERS — SURRENDER OF:

Firestone Sportswear Ltd..... 1433
Pop's Hobby Shoppe Limited..... 1434
Société d'Art Contemporain..... 1434

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:
Grenville (protestant)..... 1437
Lauzon..... 1434
L'Île-Perrot-Nord..... 1436
Maniwaki..... 1435
Mille Isles No 3 (Protestant)..... 1435
Notre-Dame-Auxiliatrice..... 1435
St-Gédéon, village..... 1436
St-Jean-Baptiste-d'Ascot..... 1438
St-Maurice-de-Bois-Filion..... 1437
St-Robert-Bellarmin..... 1438
St-Thècle, parish..... 1434
St-Tite..... 1434

LANDS AND FORESTS:

Cadastre Branch:
Beauport, parish..... 1438
Brassard, township..... 1439
Dubuisson, township..... 1439
Lussier, township..... 1439
St-Félix du Cap-Rouge, parish..... 1439

LABOUR:

Mechanical engineering, Judiciary district of Quebec, *et al* (Amendments). 1440

BAR EXAMINATIONS:

Arthabaska: study of law..... 1445
Bedford: study of law..... 1445
Richelieu: practice of law..... 1444
St. Francis: practice of law..... 1445
St. Francis: study of law..... 1444

LETTERS PATENT:

Alpers & Son Inc..... 1414
Best Textile Furs Co. Ltd..... 1415

Caswell Construction (Quebec) Limited	1415	Caswell Construction (Quebec) Limited	1415
Choice Food Packers Ltd.	1415	Choice Food Packers Ltd.	1415
Empire Records Ltd.	1416	Empire Records Ltd.	1416
Forbin Holdings Limited	1416	Forbin Holdings Limited	1416
G-P Mfg. Co. (of Canada) Ltd.	1416	G-P Mfg. Co. (of Canada) Ltd.	1416
Jack's Service Station Incorporated	1417	Jack's Service Station Incorporated	1417
Jeunesse — Ville Inc.	1417	Jeunesse — Ville Inc.	1417
J. H. Ayotte Company Limited	1418	J. H. Ayotte Company Limited	1418
J. S. Parkes & Co. Limited	1418	J. S. Parkes & Co. Limited	1418
La Cie d'Amiante Continentale Ltée — Continental Asbestos Co. Ltd.	1418	La Cie d'Amiante Continentale Ltée — Continental Asbestos Co. Ltd.	1418
Louis Rhéaume Inc.	1419	Louis Rhéaume Inc.	1419
Main Store Fixture Inc.	1419	Main Store Fixture Inc.	1419
M. Botner & Son Inc.	1419	M. Botner & Son Inc.	1419
Mona Lee Mfg. Co. Inc.	1420	Mona Lee Mfg. Co. Inc.	1420
Mount Royal Riding and Country Club Inc.	1420	Mount Royal Riding and Country Club Inc.	1420
N. D. G. Development Ltd.	1421	N. D. G. Development Ltd.	1421
O. C. O. Petroleum Products Ltd.	1420	O. C. O. Petroleum Products Ltd.	1420
Phil Marks Inc.	1421	Phil Marks Inc.	1421
Quebec Transit Company	1421	Quebec Transit Company	1421
Rivard Street Building Inc.	1422	Rivard Street Building Inc.	1422
Riverside Garage Inc.	1422	Riverside Garage Inc.	1422
The Glo-Hill Cutlery Company Ltd.	1422	The Glo-Hill Cutlery Company Ltd.	1422
V. St. Onge Bicycle Limitée — V. St. Onge Bicycle Limited	1423	V. St. Onge Bicycle Limitée — V. St. Onge Bicycle Limited	1423
Zell-Em (Canada) Limited	1423	Zell-Em (Canada) Limited	1423
Zeta Beta Tau Fraternity Inc.	1423	Zeta Beta Tau Fraternity Inc.	1423
Z. Lavigreur Limitée	1424	Z. Lavigreur Limitée	1424
SIÈGE SOCIAL:		HEAD OFFICES:	
Inspiration Mining and Development Company, Limited	1447	Inspiration Mining and Development Company, Limited	1447
Jos. Poitras & Fils, Ltée — Jos. Poitras & Sons, Ltd.	1446	Jos. Poitras & Fils, Ltée — Jos. Poitras & Sons, Ltd.	1446
Laurentian Aviation Limited	1446	Laurentian Aviation Limited	1446
LeBel Construction Limited	1445	LeBel Construction Limited	1445
Magasins Nova Stores Ltée-Ltd	1446	Magasins Nova Stores Ltée-Ltd	1446
Steam and Industrial Equipment Limited	1446	Steam and Industrial Equipment Limited	1446
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Magog, ville de	1447	Magog, town of	1447
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
GASPÉ:		GASPÉ:	
Robin Jones & Whitman Ltd vs Villecourt	1449	Robin Jones & Whitman Ltd vs Villecourt	1449
JOLIETTE:		JOLIETTE:	
Presseau vs Nadeau	1450	Presseau vs Nadeau	1450
MONTREAL:		MONTREAL:	
Banque de Montréal vs McAlpine	1450	Bank of Montreal vs McAlpine	1450
St-Jean vs Mathieu	1451	St-Jean vs Mathieu	1451
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Pelletier vs Cité de Québec	1451	Pelletier vs City of Quebec	1451
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
Bachand vs Gaudreau	1452	Bachand vs Gaudreau	1452
TROIS-RIVIÈRES:		TROIS-RIVIÈRES:	
Painchaud et al vs Matteau	1452	Painchaud et al vs Matteau	1452
25132-o		25132-o	